

Benin

Executive Summary

En 2015, des interventions majeures ont pu être réalisées dans les différents domaines prioritaires du plan stratégique de l'UNICEF.

Ainsi dans le secteur de la santé, une feuille de route pour la relance globale du Programme Elargi de Vaccination (PEV) a été élaborée suite à la revue externe du PEV où -pour la première fois- des résultats désagrégés par commune ont été présentés. Diffusés à tous les niveaux de la pyramide sanitaire du Bénin, les résultats seront analysés par les acteurs qui élaboreront des plans d'actions ciblés afin de lever les principaux goulots d'étranglement à la vaccination.

En outre, la lutte contre la malnutrition chronique a été portée à un haut niveau dans l'agenda du gouvernement et des partenaires. En effet, un forum national sur les «1000 jours» a été organisé sous le leadership du Mouvement SUN du Bénin. En plus des participants issus des différents ministères, de la société civile, du secteur privé, des instituts de recherche et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), le forum a connu la participation du Sénégal, du Cameroun, du Niger et de la Côte d'Ivoire qui ont partagé leurs expériences. Il a abouti à l'élaboration d'un cadre commun de résultats centré sur les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition.

En matière d'éducation, l'évaluation à mi-parcours du Programme de Cours Accélérés destinés aux adolescents déscolarisés ou non scolarisés de 10 à 17 ans a confirmé la pertinence de l'expérience et recommandé des pistes d'amélioration en vue de l'adoption d'un modèle d'école alternative pour un demi million d'adolescents.

En Décembre 2015, une étape importante a été franchie dans le renforcement de l'environnement protecteur de l'enfant avec la promulgation par le Président de la République du Code de l'Enfant. De plus, des avancées majeures dans l'offre des services de justice et de protection conformément aux normes internationales ont été réalisées. Ainsi deux tribunaux disposent désormais de procédures, d'infrastructures et plans d'actions adaptés et sensibles aux enfants.

En ce qui concerne la protection de l'enfance, un retard est à déplorer dans la réalisation de plusieurs études en raison de la difficulté à identifier les expertises nécessaires et la lourdeur du processus interne de recrutement. Ces contraintes ont aussi affecté le programme des Politiques Sociales et celui de l'Education qui ont dû reporter à 2016 une revue des dépenses publiques prévue dans une commune du nord et une étude de faisabilité sur l'élaboration d'une carte scolaire. Enfin, dans le domaine de la survie, l'UNICEF Bénin a eu à déplorer le retard pris par le pays dans l'évaluation à mi-parcours du plan national de développement sanitaire 2009-2018 et l'élaboration du nouveau plan triennal de développement 2016-2018.

En 2015, l'UNICEF Bénin a continué à renforcer son partenariat stratégique en vue d'optimiser les résultats en faveur des enfants. Ainsi cette stratégie a permis un appui concerté dans le domaine de la Décentralisation avec l'élaboration du Guide méthodologique d'élaboration des

Plans de Développement Communaux en partenariat avec la Banque Mondiale et la coopération allemande (GIZ).

En ce qui concerne le travail inter-agences dans les deux communes de convergence (Karimama et Malanville) du Système des Nations Unies (SNU), l'UNICEF Bénin a joué un rôle prépondérant. En effet, en 2015, l'Organisation a préparé et facilité dans ces deux communes très vulnérables du nord un exercice de planification conjointe impliquant cinq agences: UNICEF, PNUD, FAO, UNFPA et PAM. Les résultats de cet effort organisationnel ont permis le développement d'un plan de travail conjoint du SNU en appui à leur plan annuel d'investissement.

En outre, grâce au plaidoyer de l'UNICEF et sous le leadership du Ministère de la Famille, une Coalition Nationale a été mise en place pour lutter contre le mariage des enfants au Bénin. Elle réunit les représentants du gouvernement, de la société civile, des jeunes, des medias, des PTFs et des confessions religieuses. De plus, dans huit communes, des dialogues communautaires ont permis aux populations d'identifier l'existence du phénomène de mariage des enfants dans leurs localités, d'échanger sur ses causes, manifestations et conséquences et de proposer des actions en vue de le réduire. Les élus locaux, leaders d'opinion et les structures décentralisées de l'Etat ont pris l'engagement de combattre le phénomène et ont instauré des comités de suivi et de coordination de la lutte contre le mariage des enfants.

2015 constitue la deuxième année de mise en œuvre du programme de coopération qui répond bien aux priorités stratégiques de l'UNICEF.

Humanitarian Assistance

Les crises nutritionnelles, les inondations et la préparation à une éventuelle épidémie d'Ebola ont été les principaux domaines d'assistance humanitaire en 2015.

Dans le domaine de la nutrition, la commune de Matéri avec une prévalence de malnutrition aiguë globale de 13,5% dont 2,8% de sévère et celles de Malanville et Karimama qui ont connu d'importantes inondations ont été les principales urgences nutritionnelles. Environ 4400 enfants seraient affectés de malnutrition aiguë sévère dans ces localités. En complément du stock pré-positionné déjà disponible, la fourniture par l'UNICEF de 700 cartons d'Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE), 44 cartons de laits thérapeutiques et l'appui au dépistage actif dans les communautés ont permis de traiter 1586 cas de malnutrition aiguë sévère avec un taux de guérison (92%) conforme aux normes internationales SPHERE.

En réponse aux inondations devenues récurrentes dans les communes de Malanville et Karimama, l'UNICEF Bénin a dans un premier temps soutenu les sensibilisations faites par la zone de santé. Des actions de prévention du choléra sont en cours dans quatre villages les plus affectés où des cellules villageoises de veille sont en cours de création pour renforcer les capacités des communautés à répondre aux urgences et renforcer leur résilience. L'UNICEF Bénin et les Maires à travers les Plateformes Communales de Réduction des Risques Catastrophes et d'Adaptation au Changement Climatique et la zone sanitaire Malanville-Karimama ont fourni des kits d'hygiène pour la purification de l'eau, le lavage des mains et le traitement des puits inondés dans le but de protéger les populations affectées contre les risques de maladies d'origine hydro fécale et en particulier le choléra.

Au total 160,000 comprimés d'Aquatabs, 20,000 morceaux de savon, 1,500 bidons à eau de 10 litres chacun et 10 fûts d'hypochlorite de calcium de 45 kg chacun ont été distribués. La fourniture de ces kits a permis de traiter à domicile environ 3,200,000 litres d'eau de boisson.

Mille (1,000) puits ont également été traités au chlore deux fois, près de 6,000 ménages ont reçu chacun un kit de savon et 750 ont été équipés chacun de 2 bidons à eau de 10 litres.

En 2015, l'UNICEF Bénin a continué à appuyer le pays dans sa préparation à une éventuelle émergence de la Maladie à Virus Ebola en se focalisant sur l'information des populations en général et celle des enfants en particulier. Ainsi, le renforcement de capacités de 2,310 volontaires de la Croix Rouge Béninoise (CRB) sur l'Ebola et la mobilisation sociale pour la prévention ont permis de faire de la sensibilisation de masse dans les écoles, marchés, gares routières et lieux de culte dans les 77 communes du Bénin. Au total, 4.226.316 personnes ont été touchées par les sensibilisations de la CRB, dont 52,440 hommes, 334,036 femmes et 3.839.840 enfants. Par ailleurs, le Ministère de la Santé a sensibilisé et formé plus de 200 leaders religieux et traditionnels sur la mobilisation sociale pour la prévention de la MVE. La formation a mis l'accent sur leur rôle et responsabilité d'encourager les communautés à adopter les bonnes pratiques d'hygiène. Grâce au partenariat avec la BBC, plus de 80 journalistes et producteurs radios du pays ont aussi été formés sur la prévention et la réponse à l'épidémie à virus Ebola.

Deux procédures standard opérationnelles pour la communication de crise ont été élaborées et validées avec un appui technique de l'OMS. En plus, des spots, émissions et reportages de prévention sur la transmission du virus Ebola ont été produits et diffusés par 44 radios locales, privées et confessionnelles couvrant l'ensemble du territoire en 8 langues y compris le Français. Enfin, l'UNICEF Bénin a permis la réimpression de plusieurs outils de communication de proximité : 3000 boîtes à images, 27,000 bandes dessinées, 24,000 posters et 20 kakemonos sur la prévention.

Summary Notes and Acronyms

ATPE – Aliment Thérapeutique Prêt à l'Emploi
BCP - Business Continuity Plan
BMA - Budget Support
BOS – Business Operating Strategy
CAME - Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels
CAPI – Computer Assisted Personal Interview
CAP – Connaissances, Aptitudes et Pratiques
CDE - Convention relative aux Droits de l'Enfant
CMT - County Management Team
CRB – Croix rouge Béninoise
CRS – Catholic Relief Service
CRT – Comité de Revue Technique
CTB - Coopération Technique Belge
C4P - Communication pour la Protection
DCT - Direct Cash Transfert
DHIS – District Health Information Software
GIZ – Coopération Allemande
GPE – Global Partnership for Education (Partenariat Global pour l'Education)
HACT - Harmonized Approach on Cash Transfers
HPV – Human Papilloma Virus
LTA - Long term Agreement
MICS - Multiple Indicator Cluster Surveys
MOSS – Minimum Operating Security Standard
MVE – Maladie à Virus Ebola

ODD - Objectif de Développement Durable
OMD - Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS - Organisation Mondiale de la Santé
OMT – Operations Management Team
ONG - Organisation Non Gouvernementale
PBR - Programme Budget Review
PCA - Programme de Cours Accélérés
PFP – Private Fundraising Partnership
PISER - Plan Intégré de Suivi/Evaluation et de Recherche
PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF - Partenaire Technique et Financier
SMART - Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SNU - Système des Nations Unies
UNDAF - United Nations Development Assistance Framework
UNFPA - United Nations Population Fund
UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Evidence Generation, Policy Dialogue and Advocacy

Sur le plan de la génération d'évidences de qualité, la collaboration renforcée avec l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), le bureau régional et le siège de l'UNICEF dans le cadre de l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) a permis de disposer de statistiques à jour pour mesurer les progrès réalisés par le Bénin dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les résultats finaux du MICS seront présentés à l'ensemble des partenaires au développement en 2016.

Dans le domaine de la protection, la dissémination des études réalisées en 2014 sur les enfants impliqués dans la mendicité et sur les enfants handicapés a généré un dialogue social et politique autour de leur prise en charge et le besoin de communiquer d'avantage avec les communautés en vue de la réalisation des droits de ces filles et garçons particulièrement vulnérables. Des interventions programmatiques ont été proposées en 2016 afin de prendre en considération les besoins de ces enfants dans la mise en œuvre des actions.

En matière de survie des enfants, la revue externe du Programme Elargi de Vaccination a suscité un dialogue des partenaires à tous les niveaux de la pyramide sanitaire et abouti à la conception d'une feuille de route nationale présentant des actions spécifiques pour chaque commune.

Dans le cadre du renforcement de sa planification basée sur les évidences relatives à la malnutrition, l'UNICEF Bénin a développé un partenariat avec Catholic Relief Services (CRS) pour appuyer le gouvernement dans la réalisation d'une enquête nutritionnelle utilisant la méthodologie standardisée d'évaluation rapide et de relèvement (SMART) dans neuf communes d'un département du nord. Les résultats -qui ont mis en évidence la persistance de la malnutrition chronique et l'existence dans une commune du nord (Matéri) d'une poche de malnutrition aiguë- ont permis d'apporter une réponse nutritionnelle adaptée.

Partnerships

Le partenariat est une stratégie clé pour l'atteinte des résultats du programme de coopération.

En 2015, dans le domaine de la nutrition, l'UNICEF Bénin a assuré le leadership dans l'organisation du forum national sur les «1000 jours» en collaboration avec l'OMS, la FAO, le

PAM et la Banque Mondiale. Cet évènement a rassemblé des représentants du gouvernement, des instituts de recherche, de la société civile et du secteur privé et a abouti à un plaidoyer conjoint sur l'importance d'investir dans la nutrition. De plus, le partenariat avec l'Ecole de Médecine Tropicale de Liverpool a permis de réaliser une enquête de couverture post distribution de la vitamine A en utilisant l'application avec les téléphones mobiles pour la collecte des données.

Dans son rôle d'agence de coordination du Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), l'UNICEF Bénin participe au débat stratégique et politique et fournit un appui au Gouvernement tant pour le suivi du système éducatif que pour la préparation de la nouvelle stratégie décennale.

En matière de protection de l'enfant, un plaidoyer à l'endroit du gouvernement, de la société civile, des confessions religieuses et des PTF ainsi que l'organisation d'un panel de haut niveau, ont permis de positionner la lutte contre le mariage des enfants dans les priorités du pays. Ainsi, sous le leadership du Ministère de la Famille, une large coalition pour lutter contre le mariage des enfants a été établie. Enfin, un partenariat signé entre l'UNICEF Bénin et l'Association des Femmes Avocates du Bénin, sous l'égide du Ministère de la Justice, a abouti à la réalisation d'une analyse de la situation des enfants face à la justice dans 14 juridictions. Cela a permis aux enfants identifiés (détenus, en conflit avec la loi ou victimes de violence) de recevoir une assistance juridique et/ou judiciaire en conformité avec les normes et standards internationaux.

External Communication and Public Advocacy

La célébration de la Journée de l'Enfant Africain a permis d'accentuer le plaidoyer sur l'élimination du mariage des enfants. Un panel de haut niveau réunissant les autorités nationales, agences du SNU, PTF et société civile a été organisé afin d'adopter une feuille de route nationale pour lutter contre cette pratique. De plus, afin de sensibiliser l'opinion publique sur ce fléau, l'Ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF Bénin, Zeynab Abib, a visité, accompagnée de médias, un centre de prise en charge de filles mariées. Par ailleurs, de nombreux articles ont été publiés dans la presse, sur les sites internet et sur les réseaux sociaux et des reportages diffusés en radio et télévision. La célébration de la Journée Internationale de la Fille a permis de continuer le plaidoyer dans les médias. Enfin, la Représentante a participé au premier Sommet Africain de la Fille organisé par l'Union Africaine à Lusaka afin de porter la gravité du problème au plus haut niveau.

A l'occasion de l'anniversaire de la Convention relative aux Droits de l'Enfant, l'UNICEF a organisé un débat avec pour thème « Equité pour chaque enfant : Que faisons-nous ? » en présence des étudiants et des membres de réseaux de jeunes activistes pour lancer la campagne globale «Pour Un Monde Juste».

En vue d'un meilleur traitement des informations relatives à l'enfant dans les médias, l'UNICEF a appuyé la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication pour la réalisation d'un "Guide des médias pour la protection de l'enfant et de l'adolescent". La Représentante a présenté en juin 2015 le Rapport confidentiel sur la situation des enfants au Bénin aux membres du Comité des Droits de l'Enfant à Genève, en Suisse. Le rapport a permis de pointer les lacunes du pays et d'attirer l'attention dudit Comité sur les efforts attendus du Bénin.

South-South Cooperation and Triangular Cooperation

En 2015, la coopération Sud/Sud a été renforcée par la tenue de plusieurs événements d'envergure régionale accompagnés par l'UNICEF Bénin.

Ainsi, un forum national sur les «1000 jours», qui a réuni plus de 160 participants pendant 3 jours, a été organisé en juin sous le leadership du Mouvement SUN du Bénin. Plusieurs pays africains dont le Sénégal, le Cameroun, le Niger et la Côte d'Ivoire ont partagé leurs expériences. Celles du Sénégal dans la mise en œuvre des interventions de protection sociale (transfert en espèces) ciblant les ménages ayant des enfants malnutris et du Cameroun dans la création d'un réseau de parlementaires pour la nutrition ont été très enrichissantes pour le Bénin.

En outre, pour marquer 2015, déclarée Année internationale de l'Evaluation par les Nations Unies, un Colloque Régional sur l'Evaluation des Politiques Publiques placé sous le haut patronage de la Primature du Bénin, s'est tenu à Cotonou. Ce colloque a été une plateforme stimulante de partage d'expériences entre différents pays Africains (Togo, Burkina Faso, Niger, Afrique du Sud, Ghana...) sur l'institutionnalisation de l'Evaluation ainsi que sur les options de renforcement de capacités nationales.

De plus, dans le cadre de la définition d'un schéma national de motivation des relais communautaires, la République du Niger a sollicité l'expertise de 3 cadres du ministère de la santé du Bénin pour leur participation à un atelier national de réflexion.

Par ailleurs, à l'occasion de la conduite des inventaires nationaux des points d'eau, deux pays - le Ghana et le Mali- ont séjourné au Bénin dans le but d'échanger, d'apprendre et d'élaborer une approche pour rendre durable la coopération inter-pays pour le suivi continu des points d'eau. Enfin, une délégation béninoise a participé à la conférence panafricaine Africasan pour échanger sur la thématique de l'assainissement et de l'hygiène.

Support to Integration and cross-sectoral linkages

En 2015, plusieurs programmes de l'UNICEF Bénin ont été impliqués dans les activités de l'enregistrement des naissances à travers une synergie d'actions intégrées. Ainsi, la collaboration entre les programmes Protection et Education a permis à 115 140 enfants d'âge scolaire d'obtenir leur acte de naissance. De plus, au niveau décentralisé, des cadres de concertations multisectoriels regroupant les acteurs de la santé, état civil, collectivités locales, protection sociale ont été créés pour analyser les goulots d'étranglement. 205 relais communautaires ont été formés en termes de monitoring de l'enregistrement des nouveau-nés et participent aux campagnes de sensibilisation et de distribution d'actes de naissance (Semaine de la Survie de l'Enfant).

Par ailleurs, les programmes Protection et Politiques Sociales ont entamé un appui conjoint à la Direction Générale de l'Etat Civil et à l'INSAE pour améliorer les statistiques de l'état civil. Enfin, la collaboration avec la section communication et relations extérieures a permis la mobilisation sociale à travers les médias.

La planification conjointe des interventions intersectorielles entreprises par l'UNICEF dans les communes de convergence (Karimama et Malanville) depuis 2013 s'est renforcée en 2015 avec l'implication de quatre autres agences du Système des Nations Unies (SNU). Il s'agissait du PNUD, de la FAO, de l'UNFPA, du PAM. Sous le leadership de l'UNICEF, ces agences du SNU ont procédé à la planification conjointe avec les partenaires locaux dans les communes de convergence. Il s'agissait de renforcer la cohérence, l'efficacité et l'efficience des interventions

afin de relever les nombreux défis de développement dans lesdites communes. Des pistes concrètes de collaboration intersectorielle et inter-agences en 2016 ont pu être identifiées concernant les thématiques de résilience, d'accès aux services sociaux de base, de malnutrition chronique et de la planification- suivi- évaluation.

Service Delivery

Les goulots d'étranglement qui affectent l'accès des enfants et des femmes les plus vulnérables aux services sociaux de base ont été identifiés et analysés par les différents secteurs, à travers un système de monitoring régulier axé sur l'équité. Ils ont servi de base pour la planification dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection de l'enfant.

Ainsi, dans le domaine de l'éducation, le suivi décentralisé de l'éducation a permis la collecte et le traitement des informations sur la fréquentation et la performance des élèves et la présence des enseignants. Les résultats ont été présentés à la communauté lors de la tenue d'assemblées villageoises qui ont débouché sur la planification des actions correctrices dans 25 villages couvrant 42 écoles de la commune de Zakpota.

Dans le domaine de la protection, un système de suivi-évaluation de l'enregistrement des faits d'état civil a été mis en place par la direction Générale de l'Etat Civil, avec une structure de coordination nationale. Grâce à un réseau de 205 relais communautaires formés sur le monitoring de l'enregistrement des naissances, les données statistiques relatives à l'enregistrement des naissances sont régulièrement analysées dans les 7 communes d'intervention du programme Protection.

Dans le domaine de la santé, le suivi de la mise en œuvre des interventions à haut impact se fait à travers le monitoring décentralisé qui est organisé dans la totalité des 34 zones sanitaires du pays et permet de mettre en évidence les zones de faible performance pour lesquelles des micro-plans sont élaborés pour la levée des goulots d'étranglement. La pertinence de ces données a été à l'origine de leur acceptation par le ministère et leur intégration dans l'entrepôt des données (DHIS 2) afin de renforcer le système de suivi du pays.

Human Rights-Based Approach to Cooperation

L'analyse basée sur les droits humains et la programmation axée sur l'équité ont démontré que l'environnement politique, social et culturel fragilises le bien-être de l'enfant au Bénin et ralentit la réalisation effective de la Convention relative aux Droits de l'Enfant et de la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes.

Ainsi, on continue de déplorer une forte impunité à l'égard des violences contre les enfants (mariage des enfants, grossesses précoces, abus sexuels, infanticide rituel). Elle se traduit par un très faible taux de référencement à la justice, dû à un très large usage des règlements à l'amiable bénéficiant aux auteurs de crimes contre les mineurs. Le récent vote du Code de l'Enfant qui vient renforcer l'arsenal légal de protection ne devra pas annuler les efforts de plaider pour une application efficace des textes en vigueur visant à condamner les violences envers les enfants.

En 2015, l'UNICEF Bénin a continué à fournir un appui au gouvernement pour l'élaboration de 3 rapports pays sur les droits des enfants. Il s'agit des rapports initiaux et périodiques consolidés pour la période de 2005-2015, relatifs aux protocoles optionnels de la Convention des Droits de l'enfant (vente, prostitution et la pornographie mettant en scène des enfants et l'implication des enfants dans les conflits armés) et des rapports initial et périodique relatifs à la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant. Ces trois rapports ont été validés par le Comité National

de Suivi de l'Application des Instruments Internationaux en matière des Droits de l'Homme, et seront soumis aux instances internationales. En plus de ce soutien, l'UNICEF Bénin a mené un plaidoyer pour le renforcement du mécanisme d'élaboration et de soumission des rapports pays dus par le Bénin. Grâce à ce plaidoyer, le gouvernement envisage dans son plan d'action de la Politique Nationale de Protection de l'Enfance (2016-2018) de renforcer les compétences des acteurs concernés, en matière d'élaboration des rapports pays et de rendre opérationnel le mécanisme de suivi des instruments internationaux en matière des droits de l'homme en général et de ceux de l'enfant en particulier.

Gender Mainstreaming and Equality

En cohérence avec le plan d'action Genre de l'UNICEF pour la période 2014-2017 et au regard des évidences générées par le MICS, l'UNICEF Bénin a ciblé comme priorité Genre la lutte contre le mariage des enfants.

Afin de disposer des données pertinentes qui permettront de déterminer les dynamiques socio-culturelles de genre impactant les filles et les garçons de façon différente, le Bureau a initié une étude qualitative sur les violences et abus sexuels y compris le mariage des enfants. Les résultats de l'étude permettront d'accentuer les efforts dans le domaine de la Communication pour la Protection (C4P) et de piloter une approche holistique basée sur le genre, pour réduire le phénomène au Bénin. Par ailleurs, un plaidoyer de haut niveau pour l'élimination du mariage des enfants a été conduit au cours de la célébration de la Journée de l'Enfant Africain qui a permis de définir des interventions clés à mener. Ainsi des dialogues communautaires ont été organisés dans deux communes prioritaires et deux tables rondes ont été conduites avec la société civile.

La dimension Genre a également été renforcée de manière transversale. Ainsi, dans le domaine de la santé des adolescentes, face à l'augmentation des cancers du col de l'utérus qui constituent aujourd'hui un véritable problème de Santé Publique au Bénin, le pays a bénéficié d'une subvention de GAVI pour mettre en œuvre un programme de démonstration de la vaccination contre le Human Papilloma Virus (HPV) dans deux zones sanitaires. L'UNICEF accompagne le Ministère de la Santé dans l'élaboration, la mise en œuvre d'un plan de communication et la disponibilité des vaccins. Le lancement de la phase de démonstration prévue pour janvier 2016 cible 6 478 filles âgées de 9 ans.

Enfin, dans le souci d'améliorer les possibilités d'éducation secondaire pour les filles les plus vulnérables, 2 476 filles ont bénéficié d'un accompagnement en kits scolaires et uniformes et d'une assistance financière afin de couvrir les coûts de scolarité directs et indirects. Elles ont également reçu un appui psycho-social en vue d'un renforcement en compétences de vie courante, leur permettant de mieux surmonter les difficultés liées à l'environnement d'apprentissage.

Environmental Sustainability

Le Bureau-Pays a produit en août un premier rapport sur son empreinte carbone. En 2015, le Comité Vert de l'UNICEF Bénin a continué à informer et sensibiliser l'ensemble du personnel sur les questions écologiques majeures. En outre, sa collaboration avec l'unité de recyclage du Centre agro-pastoral Songhaï s'est poursuivie pour le ramassage de 400 kg de bouteilles en plastique et canettes vides. Une société de déménagement a récupéré plus d'une demi-tonne de papier usagé broyé pour ses emballages. Lors d'une campagne de recyclage conduite par une fondation privée et la société

Ericsson en mars, 71kg d'équipement électronique usagé ont été remis pour être traités dans une unité spécialisée de recyclage à Durban en Afrique du sud.

Le programme Education continue à équiper les écoles avec du mobilier combinant du bois et du métal afin de réduire la déforestation et encourage l'éveil des enfants aux questions environnementales avec les ouvrages de la collection « Bouba et Zaza-Cultures d'Enfance ».

Des projets innovateurs utilisant des énergies propres et renouvelables ont contribué à sauver des vies d'enfants tout en protégeant l'environnement. En mai 2015, le Bureau a remis au Ministère de la Santé 10 réfrigérateurs solaires qui aideront à améliorer la conservation des vaccins. Il est prévu de remplacer à long terme tous les réfrigérateurs fonctionnant au pétrole par des réfrigérateurs solaires, optimisant ainsi la qualité de la chaîne du froid.

D'autres initiatives ont été prises en matière de santé communautaire. Ainsi, les lampes électriques classiques utilisées par les relais communautaires utilisant des piles à usage unique (qu'ils remplacent à leur frais tous les deux mois environ) ont commencé à être remplacées par des lampes solaires. Dans ce cadre, le programme Survie a commandé pour la zone d'intervention de Karimama, 200 lampes solaires économiques et non-polluantes, ayant une autonomie de 4 à 8 heures. Cette innovation contribue à améliorer les prestations des relais communautaires dans une zone où les coupures de courant sont récurrentes et où la plupart des maisons ne sont pas électrifiées.

Effective Leadership

En 2015, le Bureau a tenu dix réunions du CMT. Sa fonction de suivi/évaluation a été renforcée par l'utilisation du Manager's Dashboard pour la revue trimestrielle des indicateurs de gestion - lesquels sont analysés mensuellement lors des réunions de Coordination, Programme et Opérations, la revue trimestrielle des rapports de conflit dans Approva - rapports revus une fois par semaine par le « Requesting Officer » et le Chef des Opérations - et le suivi managérial de la mise en œuvre des recommandations des évaluations.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la HACT, un plan d'action annuel a été élaboré en 2015. Deux formations HACT des partenaires ont été organisées dont une menée conjointement avec le SNU, de même que 45 spots checks et 40 visites programmatiques. Un Guide de procédures HACT à l'attention des partenaires est en cours d'élaboration. Le SNU qui n'avait pas organisé de macro-évaluation depuis le démarrage du cycle actuel de Programme (2014-2018) a heureusement pu le faire cette année, avec la détermination des facteurs essentiels de risque et leur niveau. De l'examen des évaluations du Système national de gestion des finances publiques au Bénin, il ressort que l'architecture institutionnelle et juridique du système reste globalement acceptable, mais présente des risques fiduciaires importants dans la pratique.

Le processus de l'audit interne du Bureau a porté sur la gouvernance, la gestion du Programme et celle des Opérations. Le système retenu était l'audit à distance à partir du Siège, avec envoi aux auditeurs des documents demandés. Globalement, l'audit a conclu que les contrôles et processus nécessaires sont en place et fonctionnent bien. Onze recommandations ont été retenues et serviront de base pour la mise en œuvre d'un plan d'action par les bureaux du Bénin et de l'audit interne.

Financial Resources Management

La revue des indicateurs, notamment ceux du Managers' Dashboard est inscrite à l'ordre du jour des CMT mensuels et des réunions mensuelles de Coordination.

Ce dispositif rigoureux a permis au 29 décembre, un taux moyen d'utilisation de l'ensemble des ressources disponibles à 98%, avec un taux d'utilisation de 99% des GC, de 98% des ORR et de 100% des ORE. S'agissant des DCT, le mécanisme de suivi et d'alerte a permis qu'en fin d'année, le Bureau n'ait que 1,55% d'avances de plus de 6 mois et aucun DCT de plus de 9 mois. En outre, en 2015, le taux de DCT de plus de 6 mois n'a jamais dépassé les 4,75% lors du rapportage trimestriel.

UNICEF Bénin a été audité cette année par le bureau de l'audit interne. Le processus a porté sur la gouvernance, la gestion de Programme et Opérations. La méthodologie retenue était l'audit à distance, à partir du Siège, avec envoi par le Bureau des documents requis. Au terme de l'audit, onze recommandations ont été retenues (8 « medium » et 3 « high » priorités). Un plan d'action a été soumis aux auditeurs et sa mise en œuvre est suivie trimestriellement en CMT.

Les rapprochements bancaires mensuels des comptes ont été présentés au Siège dans les délais.

Pendant l'«Heure des Opérations», les procédures de l'UNICEF sont expliquées au personnel, pour une meilleure maîtrise des thèmes tels que le contrôle interne, la pension et les contrats.

Un plan d'action annuel a été élaboré pour la mise en œuvre de la HACT. Deux formations HACT aux partenaires ont été organisées dont l'une menée conjointement avec le SNU, de même que 45 spots checks et 40 visites programmatiques. Un Guide de procédures HACT est en préparation pour les partenaires. Une macro-évaluation a été conduite conjointement avec le SNU.

Fund-raising and Donor Relations

Au terme de la deuxième année de mise en œuvre du cycle 2014-2018, le Bureau a mobilisé environ 56% du total des fonds ORR planifiés. En vue de fidéliser ses donateurs principaux tout en diversifiant ses sources de financement, le Bureau travaille avec PFP Genève pour la production de mini-propositions, HIS, fact sheets, vidéos, etc. la Représentante rencontre régulièrement les donateurs et des activités conjointes sont organisées. L'utilisation des fonds est suivie de manière régulière (visites de terrain, relations étroites avec les partenaires, respect de la procédure HACT). Les indicateurs de performance financière sont présentés et analysés pour la prise de décisions au cours des réunions mensuelles de Coordination. La situation des fonds devant expirer dans un délai de trois mois, les taux de mise en œuvre financière de chaque Section en particulier et du Bureau en général sont systématiquement examinés.

Les mécanismes adoptés pour assurer la qualité des rapports d'avancement restent en vigueur. Les chefs de section sont responsables de la qualité des rapports soumis à la Chargée d'Édition puis à la Représentante Adjointe. Ils valident les rapports au préalable, en vérifiant la cohérence des données narratives et financières et la conformité avec la « check-list » recommandée par le Siège et le Bureau régional. Un processus de travail fixant des dates butoirs internes s'est avéré efficient. Pour respecter les délais et faciliter le processus de révision, les sections commencent leur rapport six semaines avant la date d'envoi. La Chargée d'Édition procède à des mises à jour régulières du calendrier interne des rapports aux donateurs. Quelques dysfonctionnements intervenant encore dans VISION cette année, le contact a été maintenu avec les points focaux au Siège et au Bureau régional pour faire les ajustements nécessaires.

Tous les 25 rapports aux donateurs dus en 2015 ont été soumis dans les délais.

Evaluation

L'opérationnalisation du mécanisme de suivi-évaluation du cycle de programmation est assurée à travers le Plan Intégré de Suivi-Evaluation/Recherche (PISER) quinquennal 2014-2018, annuellement actualisé. Nonobstant les progrès enregistrés, il s'avère indispensable de renforcer l'appropriation du PISER et son adoption par les composantes de programme, comme cadre de référence de planification, de mise en œuvre et d'utilisation des évaluations. En outre, en application des recommandations de l'audit dont le Bureau a fait l'objet, le PISER annuel est suivi sur une base semestrielle en CMT.

Le fonctionnement du Comité de Revue Technique (CRT), mis en place en 2009, s'est révélé efficace dans la gestion des études et évaluations planifiées au sein du Bureau. En effet, le CRT présidé par la Représentante Adjointe et qui comprend les personnes-ressources des différentes sections dont Politiques Sociales, joue le rôle de mécanisme interne d'assurance qualité. Les TdR et les approches méthodologiques sont systématiquement analysés en vue de s'assurer de la pertinence des projets d'études et évaluations et éviter les duplications d'efforts.

Afin de donner suite aux principales recommandations de l'évaluation à mi-parcours du Programme de Cours Accélérés (PCA) achevée en 2015, une réponse du Management a été préparée par la section Education, avec l'appui de la section Politiques Sociales, qui l'a postée en ligne. L'évaluation du partenariat de l'UNICEF Bénin avec l'ONG Caritas Abomey a commencé en 2015.

La question de la faible disponibilité d'évaluateurs nationaux qualifiés demeure toujours une préoccupation majeure, malgré l'approche de réseautages internationaux adoptée. Le renforcement des capacités évaluatives nationales sera donc déterminant dans le processus d'institutionnalisation de la fonction évaluation en cours au Bénin.

Enfin, le bureau a contribué à l'organisation d'un Séminaire régional sur l'évaluation dans le cadre d'EvalYear 2015 à travers entre autres, la présidence du Panel « Equité, genre et développement humain durable dans l'évaluation ».

Efficiency Gains and Cost Savings

Un comité de réduction des coûts est en place depuis 2013. Son objectif est d'identifier les activités du Bureau visant à réduire les dépenses, évaluer les services communs existants et recommander de nouveaux services à mettre en commun. Les domaines d'action retenus par le comité sont l'eau, l'électricité, le téléphone et le carburant. Globalement, les réductions de coûts suivantes ont été opérées en 2015 par rapport à 2014: 405,000 FCFA sur l'eau, 1,000,000 FCFA sur le téléphone et 1,580,500 FCFA sur le carburant, soit un total de 2,985,500 FCFA (US\$ 5,000).

Le Bureau UNICEF Cotonou a pris une large part dans la mise en place du 1er « Business Operation Strategy » (BOS), au sein du Système des Nations Unies. Instrument de mise en œuvre conjointe des Opérations, le BOS doit permettre au SNU Bénin d'accroître son efficacité dans l'appui au Programme et à l'UNDAF. Durant cette première année de mise en œuvre, la collaboration entre agences a permis de générer des gains importants en terme monétaire, de même qu'en heures de travail du personnel, contribuant ainsi à l'amélioration du bien-être du personnel. Les sous-groupes de travail achats, ressources humaines, ICT et Finance ont été mis en place au niveau de l'Opérations Management Team (OMT) présidée par l'UNICEF. Sur

la base des diverses activités proposées au titre de l'année 2015, des priorités ont été retenues. Les économies découlent essentiellement de la mise en place de 10 LTAs portant sur l'entretien/réparation des véhicules, les voyages internationaux, les services traiteurs et le transit, signés avec des prestataires locaux. A ce titre, une économie de 18,000,000 FCFA (US\$ 30,000) a été observée. 15 autres domaines pour des LTAs conjoints ont été identifiés pour 2016 visant un gain substantiel en coûts/temps de travail pour les approvisionnements du SNU.

Supply Management

Le Plan d'approvisionnement pour l'année 2015 a été élaboré avec la contribution de toutes les sections Programme et Opérations. D'un montant total de 4, 394,910 dollars US, il se répartit en achats de Biens (3,061,969) et Services (1,337,340). Au 28 Décembre 2015, le plan était exécuté à 91.8 pour cent. En outre, le Bureau a contribué à réaliser des achats services pour le compte des structures étatiques pour US\$ 6,331,175.

Répartition par type d'achats (en US\$)	Internationale	Commandes locales	Commandes directes
Valeur des transactions			
Sales Orders 2015	3,201,470	954,318	178,029
Achats Services	6,331,175		

Situation des magasins	Cotonou Magasin W1 (127)		Cotonou Magasin CAME W2 (510)		
	Stock d'urgence	Stock régulier	Stock d'urgence	Stock régulier	Total
Stock actuel au magasin	69,3109	76,957	N/A	303,140	449,415
Sorties de stock 2015	119,447		13,667		133,114
Stock mis en entrepôt 2015	265,723		316,807		583,350

En marge de ses activités, l'unité des approvisionnements a assuré le suivi et la révision de l'accord tripartite entre l'UNICEF, le Ministère de la Santé et la CAME. Un contrat a été signé directement avec la centrale, portant sur la réception, le stockage, la gestion et la distribution des produits de santé, pour se conformer aux recommandations de l'audit 2015. Pour la CAME, il a été créé sous VISION un deuxième magasin permettant l'enregistrement des entrées et sorties effectives par le logisticien. Dans le cadre de la mise en œuvre du BOS, le Supply a contribué à la mise en place de dix LTA de Services Communs avec les autres agences dont

les processus pour 9 d'entre eux ont été conduits par l'UNICEF (3 LTA Agences de voyages, 3 LTA Restauration et 3 LTA Transit).

Security for Staff and Premises

L'équipe de sécurité du Bureau mise en place par le Management s'est réunie quatre fois en 2015 pour faire le suivi de conformité MOSS et BCP des bureaux de Cotonou et Parakou. A Cotonou, les actions prises ont porté sur l'installation des films de sécurité, le renforcement du dispositif d'alerte incendie, l'expertise de la dalle, l'installation d'un portique avec détecteurs de métaux et miroirs au niveau de la guérite entrée, l'installation d'une porte « anti panique » et la commande de 5 Thuraya pour couvrir les missions de terrain. Le Bureau est en attente de kits médicaux d'urgence (kits trauma, kits première assistance, PEP) pour le personnel. A Parakou, le Bureau a procédé à l'ouverture d'une issue d'évacuation entre les bureaux de l'UNICEF et de UNFPA, la surélévation du mur de clôture, le renforcement de l'éclairage du compound, le renforcement des grilles de la salle de conférence et la pose de concertina. Le personnel de Parakou a été formé en sécurité incendie.

Dans le cadre inter-agences, la liste des « Warden » UNICEF a été mise à jour et les membres formés. Un exercice d'évacuation a été organisé le 3 Mars.

Le document du BCP a été mis à jour y compris le Call Tree. Un nouveau générateur de 250KVA, devant servir de backup a été installé au Bureau de Cotonou et un autre acheté pour le site BCP 2 à la résidence de la Représentante adjointe. Le pylône radio défaillant a été remplacé. Le Spécialiste régional en gestion des changements chargé du BCP a supervisé un test BCP avec le Bureau UNICEF Togo, le 13 Novembre.

Le Spécialiste Régional Sécurité a fait une évaluation MOSS les 10-12 Novembre et a estimé la conformité des installations MOSS du Bureau à 95%.

Human Resources

En 2015, les six postes vacants y compris ceux du Spécialiste en Approvisionnement, de l'Assistant en Logistique, ainsi que les postes d'Assistant aux Finances et d'Administrateur en Santé à Parakou ont pu être pourvus en personnel qualifié et répondant aux exigences des profils recherchés, suite à un processus de recrutement transparent. Malheureusement il n'a pas été possible de pourvoir les postes NO et GS en candidates féminines suffisamment compétentes. Le Management a encouragé des ouvertures professionnelles (« stretch assignments ») pour deux collègues internes (Administrateur en Nutrition et Assistante aux Finances).

Le Bureau a régulièrement encouragé et favorisé la formation du personnel, mais l'a aussi motivé pour soumettre à temps, les PAS/e-PAS. A ce jour, 70% des staffs locaux et 100 % des professionnels internationaux (soit 85%) ont finalisé la discussion intermédiaire de leur PAS. Les résultats du Global Staff Survey de 2014 du Bénin ont été présentés au personnel lors de sa retraite 2015. Un plan d'actions axé sur trois points a été proposé: la revitalisation de l'ALPUB, le caractère inclusif du Bureau et le partage d'information. Les deux derniers points de ce plan se sont traduits en actions concrètes avec la participation des staffs aux comités statutaires et autres instances d'échanges et de décision. Une amélioration notable du climat de travail et de la collaboration entre Opérations et Programmes est notée, suite à des rencontres d'échanges et de travail, ce qui a positivement impacté les résultats du Bureau. Seule la revitalisation de l'ALPUB peine à se concrétiser.

Deux chauffeurs ont fait valoir leur droit à la retraite au premier trimestre 2015. La Spécialiste en Education NOC, s'est vu offrir un poste international au dernier trimestre 2015. En outre, l'Assistant principal aux Ressources Humaines du Bureau a pris part à la formation régionale « UN CARES ».

Effective Use of Information and Communication Technology

En 2015, dans une logique d'innovation, les infrastructures informatiques et télécommunication ont été renforcées. Contrairement à l'année précédente, aucun nouveau projet sous le leadership d'ITSS/NYHQ, n'a vu le jour. Les acquits ont été renforcés à travers notamment : Office 365.

Remplacement de Lync 2013 par Skype for Business, plus convivial.

SharePoint 2013.

Migration de tous les serveurs de Windows 2003 vers Windows 2012.

Migration d'Open System de Mission Control.

Dé-commissionnement du Riverbed Steelhead.

Bien que tout le personnel dispose d'espace de partage sur le Cloud via One Drive où d'importants documents sont sauvegardés, les problèmes de bande passante constituent toujours un handicap majeur pour l'accès et la vulgarisation. Les rapports d'inventaire et d'autres documents exigés par le Siège sont toujours postés dans un délai plus court via SharePoint.

Le Business Continuity Plan (BCP) a été renforcé à travers ces nouveaux outils. Sous la direction du Spécialiste régional, un test a eu lieu en novembre 2015, avec la participation des Bureaux UNICEF TOGO et PNUD BENIN.

Toujours en matière d'innovation, 95 pour cent des staffs disposent de smartphones, ce qui permet un accès à la messagerie du Bureau en temps réel 24/7. En outre, les programmes Survie et Protection ont commencé une migration timide vers les nouvelles applications en matière d'innovation telles que RapidPro. L'équipe ICT a suivi une présentation de cet outil au cours de l'atelier régional ICT et devra appuyer les programmes sectoriels dans les prochaines années. Dans le même cadre, la section REC commence à utiliser le Digital Social Media via Facebook.

Le Management a poursuivi son effort de renouvellement des équipements informatiques (12 Laptops IBM Thinkpad x 240) et surtout de télécommunications, notamment avec la mise à disposition du personnel de nouvelles radios digitales MOTOTRB.

Programme Components from RAM

ANALYSIS BY OUTCOME AND OUTPUT RESULTS

OUTCOME 1 D'ici à fin 2018, les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les ménages bénéficient de façon équitable d'interventions à haut impact de qualité en santé, VIH/SIDA, nutrition, assainissement de base et les communautés adoptent des pratiques favorables y compris en situation d'urgence.

Analytical Statement of Progress:

En dépit des progrès réalisés dans l'amélioration de l'offre et la demande des services de santé de qualité, de VIH/Sida, de nutrition et d'assainissement de base pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les ménages, le taux de mortalité infanto-juvénile demeure encore une préoccupation majeure. En effet, selon la dernière enquête MICS, ce taux est de 115 pour 1 000 naissances vivantes en 2015, contre un taux de 125 pour 1 000 naissances vivantes en 2006, soit une réduction de seulement 10 points en 10 ans, avec des inégalités géographiques en fonction des départements.

En 2015, la politique nationale de santé communautaire a été validée, créant ainsi un cadre de référence pour l'harmonisation et la coordination de toutes les activités de santé communautaire.

Le programme Survie et développement de l'enfant contribue à améliorer les indicateurs liés à la survie de la mère, du nouveau-né et de l'enfant dans les zones vulnérables. En effet, l'offre des services pour les interventions à haut impact est passée de 37% à 68% dans les 9 zones de faible performance ciblées par le Programme de Coopération en 2015.

Dans le domaine de la nutrition, un forum national sur les « 1 000 jours » a été organisé et un cadre commun de résultats a été adopté par l'ensemble des ministères sectoriels et des partenaires techniques et financiers, dans l'optique de relever le défi de la lutte contre la malnutrition chronique. 83% des formations sanitaires des zones d'appui disposent des capacités techniques pour la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et 73% des villages disposent de relais communautaires capables de faire le dépistage de la malnutrition. Les couvertures de la supplémentation biannuelle en vitamine A des enfants de 6 à 59 mois et du déparasitage de ceux de 12-59 mois sont respectivement de 97% et 82%.

Dans le domaine du VIH, le processus d'accélération de la mise en œuvre de l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant a été poursuivi. Ainsi la couverture en sites PTME est passée à 87,3% à fin 2015 contre 81% à fin 2014. La proportion des femmes enceintes séropositives recevant des ARV est passée à 86,6% contre 65,34% à fin 2014. Par contre, la prise en charge pédiatrique reste relativement faible. En effet elle est de 29% à fin 2015 contre 26% à fin 2014.

Dans le domaine de l'eau-hygiène-assainissement, la consolidation des acquis de 2014 et l'extension de la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par les Communautés, de la promotion de l'hygiène de l'eau de boisson et du lavage des mains, ainsi que le traitement de l'eau de boisson à domicile dans les 9 communes du Zou ont entraîné l'abandon des pratiques néfastes en termes de défécation à l'air libre et favorisé la consommation d'eau potable, le renforcement de la cohésion et la vie dans un environnement assaini. 504 nouvelles localités ont été certifiées en 2015 comme ayant atteint la fin de défécation à l'air libre, ce qui porte à 1 268 le nombre total de localités exemptes de défécation à l'air libre.

Pour assurer le suivi de la mise en œuvre des interventions à haut impact, le monitoring décentralisé axé sur l'équité a été régulièrement organisé dans les 34 zones sanitaires du pays, ce qui a mis en évidence les zones de faible performance pour lesquelles des micros plans ont été élaborés pour la levée de goulots d'étranglement. La pertinence de ces données a été à l'origine de leur intégration dans l'entrepôt des données (DHIS 2), pour renforcer le système de suivi du pays.

OUTPUT 1 D'ici à fin 2018, les institutions et les acteurs des niveaux national et départemental, zones sanitaires et des collectivités locales ont des capacités accrues pour la planification, la coordination et le suivi de la mise en oeuvre équitable des paquets d'interventions à haut impact de qualité.

Analytical Statement of Progress:

Les capacités des différentes institutions et acteurs des niveaux national et départemental, des zones sanitaires et des collectivités locales ont été renforcées en 2015, en matière de coordination et de suivi de la mise en oeuvre des paquets d'intervention à haut impact de qualité.

Le processus de planification s'est poursuivi avec les zones sanitaires à partir des évidences générées par le Monitoring Plus et autres études et enquêtes réalisées. En 2015, 9 Zones sanitaires du Programme de Coopération contre 5 en 2013, disposent des capacités requises et réalisent le monitoring décentralisé tous les 6 mois y compris l'enquête LQAS annuelle pour identifier les goulots d'étranglement qui servent de base pour la planification des actions correctrices.

Dans le domaine de la coordination, les efforts se sont concentrés sur l'organisation des revues de performance et les supervisions intégrées centrées sur les paquets d'interventions à haut impact réalisées en 2015 par les 9 zones sanitaires, contre 4 à fin 2013.

Dans le cadre du suivi-évaluation, une enquête SMART portant sur le domaine de la Nutrition a été réalisée dans le département de l'Atacora. Les résultats de l'enquête de couverture dans le domaine de la vaccination ont été restitués au niveau national et un plan de diffusion au niveau opérationnel a été élaboré.

OUTPUT 2 D'ici à fin 2018, les 9 Zones Sanitaires couvrant 19 communes et un quartier péri urbain de Cotonou, ont une capacité accrue d'offrir de façon équitable, les paquets d'interventions à haut impact de qualité en rapport avec la santé maternelle, néonatale, infantile et le VIH.

Analytical Statement of Progress:

Les capacités de 8 des 9 zones sanitaires pour offrir de façon équitable les paquets d'interventions à haut impact de qualité en rapport avec la santé maternelle, néonatale, infantile et le VIH ont été renforcées. En effet, 73 % des formations sanitaires ciblées offrent désormais toutes les six interventions-traceurs contre 37% à fin 2013.

Dans le cadre de la vaccination, l'éradication de la polio a connu des progrès majeurs avec la certification de la fin de la circulation du poliovirus sauvage, l'introduction du vaccin polio inactivé et l'élaboration d'un plan national de passage du vaccin oral trivalent au vaccin bivalent. En outre, des ateliers de micro planification avec les communautés et l'organisation de stratégies avancées ont été appuyés dans les 09 ZS afin de renforcer l'offre équitable des services. Enfin, une feuille de route pour la relance du PEV au Bénin a été élaborée à la suite de la revue externe organisée conjointement avec l'OMS et l'AMP.

La première Semaine de Survie de l'Enfant de l'année 2015, ciblant les plus vulnérables a permis de rattraper 9 966 enfants non-vaccinés, d'offrir la CPN à 8 788 gestantes et d'enrôler 4 866 nouvelles acceptantes en PF.

Dans le domaine des soins au nouveau-né, les capacités de 486 agents de santé ont été renforcées pour la réanimation et l'offre des soins essentiels au nouveau-né, 132 maternités ont été équipées en kits de réanimation. La proportion de maternités ayant la capacité de réanimer les nouveau-nés est de 68 % en 2015 contre 10% à fin 2013.

Dans la PTME, la formation de 200 agents qualifiés et de 230 aides-soignantes, la fourniture de réactifs pour le dépistage des femmes enceintes, la décentralisation de la gestion des ARV et la généralisation de l'option B+ à tous les sites PTME, ont permis d'améliorer la couverture en sites PTME qui est passée de 61% en 2013 à 87 % en 2015, d'offrir le dépistage à 85.4% des femmes vues en CPN et d'améliorer la proportion des femmes enceintes séropositives recevant les ARV, qui est passée de 65,34% en 2014 à 86,6% en 2015. Dans les 9 Zones Sanitaires du programme, 100% des formations sanitaires ont bénéficié d'une supervision spécifique des activités ETME en 2015 contre 30% en 2013 grâce à l'appui conjoint de Expertise France, ONUSIDA et UNFPA.

OUTPUT 3 D'ici à fin 2018, les Zones Sanitaires couvrant 19 communes et un quartier péri urbain de Cotonou, ont une capacité accrue d'offrir de façon équitable, le paquet d'interventions à haut impact de qualité en rapport avec la nutrition de la mère et de l'enfant.

Analytical Statement of Progress:

La capacité des 9 zones sanitaires à traiter les cas de malnutrition aiguë sévère a été renforcée. Le protocole révisé a été validé et des prestataires ont été formés dans 3 ZS, portant à 9 les ZS ayant formé au moins une partie de leurs prestataires. La formation de 347 prestataires et l'ouverture de 55 nouveaux sites de traitement de la MAS dans les zones d'intervention du programme ont fait passer l'offre de service de 51% à fin 2013 à 83% à fin 2015. Au niveau communautaire, 2 245 relais de 677 villages sur 930 villages ciblés dans le Programme de Coopération ont été formés sur le dépistage et la référence de la malnutrition aiguë sévère, portant ainsi la proportion de villages couverts à 73%. Ces résultats ont été possibles grâce à l'appui technique, financier et matériel de l'UNICEF et à la collaboration avec Terre des Hommes dans la commune de Sô-Ava. Les améliorations de l'offre ont permis de traiter 5 307 nouveaux cas de malnutrition sévère au niveau national (dont 1586 cas en situation d'urgence), avec des taux de guérison (66%) et d'abandon (30%) qui restent à corriger.

84% des formations sanitaires ont été formés sur l'utilisation de la nouvelle carte infantile. La proportion de villages administratifs ayant des relais communautaires formés sur la prévention de la malnutrition est passée de 0% à fin 2013, à 35% à fin 2015. Au total, 450 relais communautaires ont été formés sur la promotion de l'ANJE dans 283 villages sur 930 dans les 19 communes.

La supplémentation en vitamine A et le déparasitage à l'Albendazole ont touché en 2015 respectivement 3 266 818 enfants de 6 – 59 mois (97% de couverture selon les données administratives) et 2 523 543 enfants de 12 – 59 mois (82%). Le principal goulot d'étranglement a été le retard dans la validation des documents nationaux de l'ANJE (Stratégie Nationale, Manuel de formation, etc.) qui a entraîné le report des formations jusqu'en 2016.

OUTPUT 4 D'ici à fin 2018, 19 Communes et un quartier péri urbain de Cotonou ont une capacité accrue d'offrir de façon équitable, le paquet d'interventions à haut impact de qualité en rapport avec l'eau, l'hygiène et assainissement de base.

Analytical Statement of Progress:

Les interventions WASH se sont poursuivies dans 9 communes du Zou où 675 nouvelles localités ont été « déclenchées ». 504 localités sur les 496 attendues, soit un taux de 101% d'atteinte des résultats, ont été certifiées exemptes de défécation à l'air libre, portant à 1 268 le nombre de localités FDAL. 8 765 nouvelles latrines ont été construites par les ménages dans les nouvelles localités FDAL. La consolidation des acquis de 2014, suite à un arrêt de plus de 6 mois de toutes interventions après l'obtention de résultats encore fragiles, a permis de ramener 94.5% des localités (722/764) à l'état FDAL. Néanmoins, l'expérience de 2014 et 2015 sur le terrain a montré qu'il est impossible d'avoir autant de latrines que de ménages pour des raisons techniques, spatiales et sociales, d'où la non-atteinte du nombre de latrines prévisionnelles. La promotion de l'hygiène (lavage des mains, hygiène et traitement de l'eau de boisson) a été également menée dans la commune de Sô-Ava et dans le quartier de Ladji.

OUTPUT 5 D'ici à fin 2018, les neuf (9) Zones Sanitaires couvrant 19 communes et un quartier péri urbain de Cotonou, ont une capacité accrue d'offrir de façon équitable, le paquet d'interventions à haut impact de qualité au niveau communautaire.

Analytical Statement of Progress:

Au niveau stratégique :

- le document de politique de la santé communautaire a été élaboré et validé et sa déclinaison en directive est en cours.
- des négociations sont en cours pour une harmonisation de l'approche financement basée sur les résultats au niveau communautaire entre tous les partenaires. De même, dans le cadre du renforcement de l'approche de financement basé sur les résultats avec l'implication des élus locaux, une réflexion nationale a été organisée et a permis de faire le bilan des expériences passées, d'identifier les difficultés et contraintes et de proposer des actions correctrices pour l'amélioration du dispositif actuellement en cours. Les recommandations issues de cet atelier national ont servi d'orientation pour la planification de 2016.
- Les outils pour le suivi du nouveau-né à domicile par les RC ont été actualisés et permettront une meilleure documentation des informations relatives au suivi du nouveau-né au sein de la communauté.

Au niveau opérationnel, l'offre de services à haut impact au niveau communautaire s'est poursuivie dans les 19 communes du programme de coopération en 2015 à travers le renforcement des capacités et l'équipement de 1606 nouveaux RC portant à 3,234 le nombre de nouveaux RC formés entre 2014 et 2015. Par ailleurs, 100% des relais formés ont été évalués au moins deux fois dans l'année et ont reçu des primes de motivation en fonction de leurs performances.

Selon les données provisoires des zones sanitaires Malanville-karimama, Djidja-Agbangninzoun-Abomey et Zogbodomey-Bohicon-Zakpota disponibles à cette date, ce dispositif de prise en charge au niveau communautaire a permis de traiter 40,579 cas de paludisme et 10,712 cas de infections respiratoires aiguës chez les enfants de 0 à 5 ans. Au cours de la même période, 4,898 séances éducatives ont été organisées pour la promotion des pratiques familiales essentielles et 57,531 enfants de moins de 5 ans ont été vus à domicile pour le suivi personnalisé.

OUTPUT 6 D'ici à fin 2018, les communautés des 19 Communes et un quartier péri urbain de Cotonou ont une capacité accrue pour l'adoption de comportements favorables à la survie de la mère et de l'enfant.

Analytical Statement of Progress:

Le Plan Intégré de Communication pour la survie de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PIC) a été opérationnalisé dans la zone pilote de Malanville/Karimama (MK). Dans ce cadre, des manuels et guides pratiques de formation sur la communication et les pratiques familiales essentielles (PFE) à l'endroit des agents socio sanitaires, relais et médias ont été élaborés et validés. 50 agents socio sanitaires et 26 journalistes ont été formés sur les PFE.

Des séances de communication ont eu lieu dans 89 villages sur les PFE, suivies de l'installation de 89 comités villageois pour la santé dont 578 membres ont été formés sur leurs rôles et responsabilités. Deux séances de plaidoyer ont ciblé les imams.

Trois nouvelles zones ont démarré le processus, portant à quatre le nombre de ZS disposant d'un micro plan opérationnel du PIC, grâce à la contribution du projet ANCRE/USAID (KGS, AbS, COZO).

Pour renforcer le dépistage et le suivi des enfants exposés au VIH, depuis 2014, 162 agents socio sanitaires ont été formés sur le counseling/VIH et 163 PVVIH pairs éducateurs et membres des associations ont été formés sur le suivi communautaire du couple mère-enfant. 35 villages ont bénéficié de projections de films et débats pour promouvoir le dépistage et lutter contre la stigmatisation.

S'agissant du PEV de routine/vitamine A, 322 aides-soignants, 1 460 relais et 122 agents qualifiés ont été formés sur la communication dans MK, ZOBOZA, 2KP, KGS, COZO. 35 émissions grand public accompagnées de sketches ont été réalisées sur le PEV et la Vitamine A dans KGS, ZOBOZA, 2 KP.

La mise en œuvre des plans de communication pour les quatre passages des JNV Polio a permis de maintenir les taux de refus à moins de 1%. Un tel plan a servi de base à l'introduction du VPI en août.

Pour renforcer les connaissances des mères sur les signes de danger, les médias de proximité ont produit et diffusé sur 24 radios partenaires 78 microprogrammes, 4 spots, 7 émissions en langues nationales et en français et 5 émissions grand public sur les signes de danger et les PFE.

Le principal goulot d'étranglement est lié à la lenteur de l'opérationnalisation du PIC. Cette situation a nécessité la formation – appuyée par WCARO - d'un pool de 30 personnes-ressources sur la C4D afin de favoriser le passage à l'échelle.

Les activités de prévention de l'infection à virus EBOLA se sont poursuivies avec la Croix-Rouge.

OUTPUT 7 Les enfants, les femmes et les hommes bénéficient de façon équitable, des services de santé, nutrition, eau assainissement en situation d'urgence selon le CCC.

Analytical Statement of Progress:

La commune de Matéri avec une prévalence de malnutrition aiguë globale de 13,5% et 2,8% de malnutrition sévère et celles de Malanville et Karimama qui ont connu d'importantes inondations ont été les principales urgences nutritionnelles. Environ 4 400 enfants ont souffert de malnutrition aiguë sévère dans ces localités. La mise en œuvre des plans de réponse a permis de traiter 1 586 cas, soit 36% de couverture estimée, avec des performances conformes

aux normes internationales SPHERE (92% de guérison).

Les principaux goulots d'étranglement sont : l'absence de partenaire pour la mise en œuvre de la réponse en temps opportun ; le faible engagement des prestataires au niveau des zones sanitaires dans la mise en œuvre de la prise en charge de la malnutrition aiguë en général ; et le faible rapportage entraînant des ruptures d'intrants sur certains sites.

Face aux inondations qui ont touché les communes de Malanville et Karimama, des actions de prévention du choléra ont été entreprises en direction de tous les sinistrés par la ZS, avec l'appui de l'UNICEF et des maires, à travers les Plateformes Communales de Réduction des Risques et Catastrophes et d'Adaptation au Changement Climatique. Elles comprennent la distribution de kits d'hygiène pour la purification de l'eau, la promotion du lavage des mains et le traitement des puits inondés, dans le but de protéger les populations affectées contre les risques de maladies d'origine hydro fécale, en particulier le choléra. La fourniture de ces kits a permis de traiter à domicile environ 3 200 000 litres d'eau de boisson. 1 000 puits ont également été traités au chlore deux fois. Au total 160,000 comprimés d'Aquatabs, 20 000 pains de savon, 1 500 bidons à eau de 10 litres chacun et 10 fûts d'hypochlorite de calcium de 45 kg chacun ont été distribués. Près de 6,000 ménages ont reçu chacun un kit d'hygiène et 750 ont été équipés chacun de 2 bidons à eau de 10 litres. L'UNICEF a également soutenu les activités de promotion de l'hygiène menées par la Zone sanitaire. En 2015, aucun cas de choléra n'a été diagnostiqué dans ces deux communes.

OUTCOME 2 D'ici à fin 2018, les filles et les garçons de 03 à 17 ans, notamment ceux des groupes sous-scolarisés, ont un accès accru et achèvent une éducation de base de qualité, y compris en situation d'urgence.

Analytical Statement of Progress:

Le rapport du Bénin sur l'OMD 2 relatif à l'achèvement universel de l'école primaire indique des taux d'accès appréciables, mais en deçà de ceux habituellement publiés dans les annuaires statistiques du ministère. Ainsi, le taux net de fréquentation au primaire est de 75% et le taux d'achèvement de 70%, selon le MICS 2014. L'équité genre s'est améliorée au primaire avec un indice de parité de 0.9 en 2014. Mais on note toujours de grandes disparités géographiques ou liées au handicap, au revenu, au milieu de vie ou aux occupations. Par ailleurs, la qualité des enseignements et apprentissages reste faible avec moins d'un tiers des effectifs du CM1 qui savent lire, écrire et calculer correctement.

Pour le système éducatif béninois, 2015 a été non seulement l'année du bilan du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education finissant, mais aussi celle de la phase préparatoire de l'élaboration du nouveau Plan Sectoriel de l'Education (PSE) pour la période 2016-2025. Cela a eu des implications pour le programme Education de l'UNICEF, en termes d'intégration d'activités liées à son rôle d'agence de coordination du Partenariat Mondial pour l'Education et son rôle de développement de modèles éducatifs pour les plus petits (espaces enfance), les enfants/adolescents hors de l'école (Programme de Cours Accélérés) et les enfants marginalisés (Stratégie d'inclusion scolaire). Les études de ces populations d'enfants vulnérables et les évaluations des interventions en leur faveur iront nourrir le diagnostic sectoriel et le développement du prochain Plan Sectoriel de l'Education.

Parmi les recommandations du Forum National de l'Education tenu en prélude à l'élaboration du nouveau PSE, il convient de noter l'extension de l'éducation de base jusqu'à la fin du premier cycle du secondaire (classe de troisième). La mise en œuvre de cette recommandation aura nécessairement des conséquences sur le positionnement de l'UNICEF dans le secteur de l'éducation. Un autre développement récent est la décision du Gouvernement d'étendre la

mesure de gratuité des frais d'écolage à toutes les filles du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (une mesure similaire était déjà en vigueur au premier cycle du secondaire). Cette décision prise en novembre est de nature à promouvoir l'équité genre, mais il est encore trop tôt pour analyser son impact.

Dans ce contexte, le Programme Education de Base poursuit ses efforts pour accroître l'accès de tous les enfants à l'école, améliorer la rétention et la qualité des enseignements et apprentissages, en ciblant les neuf communes du Bénin qui ont les indicateurs les plus bas et les enfants les plus marginalisés à l'intérieur de ces communes, à savoir les enfants issus des ménages les plus pauvres, les enfants handicapés, les enfants bouviers, les enfants talibés et les adolescents non scolarisés ou déscolarisés. Pour réduire les disparités, le programme continue la mise en œuvre d'une stratégie à plusieurs volets : (i) renforcer la sensibilité à l'équité des acteurs de l'éducation au niveau central, déconcentré et décentralisé et leurs capacités de gestion de l'information et de la programmation axée sur l'équité ; (ii) appuyer le développement, la mise en œuvre et le passage à l'échelle de modèles d'inclusion dans l'école formelle des enfants marginalisés d'âge scolaire et renforcer les capacités des acteurs à mettre en œuvre ces modèles; (iii) stabiliser, étendre et passer à l'échelle le Programme de Cours Accéléré (PCA), un modèle d'éducation alternative en faveur des adolescents non scolarisés ou précocement déscolarisés ; et (iv) renforcer les capacités des acteurs communaux de l'éducation à améliorer la fréquentation scolaire et la qualité des enseignements et apprentissages y compris à travers une bonne préparation des jeunes enfants pour l'école.

En raison de l'indisponibilité de données de population validées (à tirer du RGPH 4), il n'est pas actuellement possible de dire de combien ont varié les indicateurs d'effets auxquels le programme contribue. Au niveau des produits, les progrès vers l'atteinte des jalons fixés pour 2015 sont assez variables d'un volet du programme à l'autre. Durant l'année, on note toutefois une amélioration générale des capacités des acteurs du système éducatif au niveau central, déconcentré et décentralisé pour mettre en œuvre les modèles de scolarisation mis en place l'année précédente.

Ainsi, les acteurs de l'éducation au niveau central, déconcentré et décentralisé sont devenus plus performants en matière de gestion des connaissances, de programmation et de suivi axés sur l'équité.

En effet, le renforcement du Système d'Information et de Gestion de l'Education (SIGE) au niveau décentralisé s'est poursuivi avec la formation des chargés de statistiques sur le traitement des données, l'édition des annuaires et l'analyse des données, en vue de la production des Rapports d'Etat du Système Educatif Communal (RESEC).

Les capacités des 9 communes d'intervention à offrir une éducation préscolaire de qualité ont été renforcées à travers leur implication dans l'initiative des Espaces Enfance. Ainsi, 17 nouveaux Espaces Enfance ont été créés par les communautés, ce qui a permis à 510 nouveaux enfants dont plus de la moitié sont des filles, de bénéficier d'une éducation préscolaire de qualité.

Enfin, en dehors de la commune des Aguégus, les huit autres communes d'intervention sont impliquées dans le PCA et disposent d'un mécanisme de gestion et de suivi des centres d'éducation non formelle pour les adolescents hors de l'école.

OUTPUT 1 D'ici à fin 2018, les acteurs du système éducatif aux niveaux central, déconcentré et décentralisé ont des capacités accrues pour l'analyse des problèmes affectant l'éducation des

enfants, la planification, la coordination et le suivi de la mise en oeuvre équitable des politiques et stratégies nationales.

Analytical Statement of Progress:

Dans son rôle d'agence de coordination du Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), l'UNICEF Bénin participe au débat stratégique et politique et fournit un appui au Gouvernement tant pour le suivi du système éducatif que pour la préparation du nouveau plan sectoriel 2016-2025 avec pour objectif une approche basée sur la réduction des inégalités.

Au niveau décentralisé, 9 communes et un quartier péri-urbain de Cotonou ont désormais les capacités nécessaires pour collecter, traiter, analyser et utiliser les données statistiques de la maternelle et du primaire. En effet, le renforcement du Système d'Information et de Gestion de l'Education (SIGE) s'est poursuivi à travers la formation des chargés de statistiques sur le traitement et l'analyse des données, ainsi que l'édition des annuaires en vue de la production des Rapports d'Etat du Système Educatif Communal (RESEC). Les 9 communes ont élaboré leurs annuaires statistiques.

L'actualisation de l'information disponible a été rendue possible par la prise en compte des enfants hors de l'école et des enfants handicapés à l'école, dans les outils de collecte de données existants et l'élaboration de nouveaux outils. Ces nouveaux outils ont été testés dans la commune de Zakpota.

Une commune sur neuf s'est dotée d'un système fonctionnel de suivi de l'éducation des enfants de 3 à 17 ans. Ce suivi a permis d'instaurer un dialogue entre les différents acteurs locaux de l'éducation, pour identifier les problèmes et leurs causes, planifier et mettre en oeuvre les actions visant à lever les goulots d'étranglement à l'éducation de qualité pour tous. Il a permis la collecte et le traitement des informations sur la fréquentation et la performance des élèves, la présence des enseignants ainsi que l'organisation des assemblées villageoises, pour l'examen des résultats et des mesures correctrices dans 25 villages couvrant 42 écoles de la commune de Zakpota. Cette innovation permet la mobilisation et la responsabilisation des acteurs locaux dans le suivi de la fourniture des services éducatifs.

Le renforcement des capacités des acteurs du système éducatif des niveaux central, déconcentré et décentralisé sur la prévention et la réponse aux urgences s'est poursuivi à travers la formation de 35 nouveaux cadres, ce qui porte le nombre d'acteurs formés à 101, pour une cible de 150 en 2015. La cible de 2015 avait été fixée en tenant compte de la mobilité éventuelle des acteurs qui a finalement eu moins d'ampleur que prévu.

OUTPUT 2 D'ici à fin 2018, le système éducatif au niveau central et les structures déconcentrées et décentralisées de 09 communes à faibles taux d'accès et d'achèvement et un quartier péri-urbain de Cotonou, ont des capacités accrues pour offrir aux jeunes enfants de 03 à 05 ans un encadrement de qualité les préparant à l'école.

Analytical Statement of Progress:

L'UNICEF joue un rôle stratégique dans le développement, pour le pays, d'un modèle communautaire d'éducation préscolaire à travers les espaces enfance, pour les enfants de 3 à 5 ans non pris en compte par le système formel. Lors du forum national de l'éducation de décembre 2014, le plaidoyer a été renforcé pour la prise en compte de l'approche communautaire d'éducation préscolaire dans le nouveau plan sectoriel 2016-2025.

En outre, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'encadrement préscolaire, les curricula de l'Ecole Normale des Instituteurs d'Allada ont été revus..

Par ailleurs, pour renforcer la qualité de l'offre, du mobilier et du matériel didactique et ludique ainsi que des ouvrages de la Collection Bouba et Zaza-Cultures d'Enfance ont été fournis aux centres préscolaires. De plus, pour répondre aux difficultés spécifiques de scolarisation des enfants vivant dans les zones lacustres, 2 barques motorisées et 80 gilets de sauvetage ont été mis à la disposition des centres d'éducation préscolaire des communes des Aguégus et de Sô-Ava pour le transport des enfants et des enseignants. De même, 160 animateurs et animatrices, ainsi que 27 membres du personnel d'encadrement ont été formés pour offrir aux jeunes enfants de 3 à 5 ans un encadrement de qualité. En conséquence, la proportion d'acteurs formés est passée de 30% à 90%. Ces interventions ont contribué à l'amélioration de l'environnement physique et pédagogique des écoles maternelles publiques et des Espaces Enfance.

L'offre d'éducation préscolaire dans les 9 communes d'intervention a été renforcée. Ainsi, 17 nouveaux Espaces enfance ont été créés par les communautés, ce qui a permis à 510 nouveaux enfants dont plus de la moitié sont des filles, de bénéficier d'une éducation préscolaire de qualité. Ces nouveaux espaces portent à 36% la proportion de villages de la zone d'intervention disposant d'établissement préscolaires fonctionnels (contre 30% en 2014).

Grâce à ces activités, 9 549 enfants de 3 à 5 ans dont 4 852 filles ont pu bénéficier d'un encadrement de qualité dans les espaces enfance et les écoles maternelles publiques.

OUTPUT 3 D'ici à fin 2018, les acteurs du système éducatif aux niveaux déconcentré et décentralisé disposent de modèles de scolarisation des groupes marginalisés (enfants handicapés, talibés, bouviers, ...) et des capacités pour la mise en oeuvre d'une éducation inclusive

Analytical Statement of Progress:

Un document de stratégies pour l'inclusion des enfants marginalisés a été élaboré et validé en concertation avec tous les secteurs concernés, pour servir de base à l'inclusion des enfants marginalisés tels que les enfants bouviers dans les communes du Nord et les enfants handicapés. L'application de cette stratégie est en cours à travers des actions de mobilisation sociale des leaders locaux, religieux et traditionnels, ainsi que les autorités décentralisées et déconcentrées, dans les communes de Gogounou et de Malanville. Ces actions ont permis le recensement de 483 enfants talibés dont 280 filles et 200 enfants bouviers dont 50 filles hors de l'école dans les communes de Malanville, Gogounou, Ségbana et Karimama. Parmi ces enfants, 434 enfants talibés dont 204 filles ont pu être inscrits à Malanville à la rentrée scolaire 2015-2016. Le nombre de communes impliquées dans cette initiative passe ainsi de 2 à 4.

De plus, les enquêtes sociales réalisées ont permis d'identifier 6 967 enfants issus de ménages pauvres du primaire et 2 476 filles vulnérables du premier cycle du secondaire dans les 9 communes d'intervention. Des kits scolaires ont été octroyés aux enfants issus de ménages pauvres, tandis que les filles vulnérables ont reçu en plus des kits scolaires, un appui financier et un accompagnement psychosocial.

Dans le cadre de la formation des acteurs locaux de l'éducation pour la mobilisation des ménages en faveur de la scolarisation et du maintien des enfants à l'école, 36 journalistes et animateurs de radios communautaires ont été formés. A l'issue de la formation, ils ont conçu

des messages pour la sensibilisation des communautés sur la scolarisation des enfants et leur implication dans le suivi de la fréquentation scolaire. La formation des membres des Cadres de Concertation des Acteurs de l'Éducation a permis de renforcer les capacités de 45 acteurs sur les stratégies de scolarisation des enfants marginalisés et sur l'éducation inclusive. Le nombre cumulé d'acteurs formés passe ainsi de 450 à 531, ce qui est bien en deçà de la cible de 1 350. Il faut toutefois observer que la diffusion des messages par les radios communautaires permet d'atteindre un nombre plus important de ménages.

La formation des acteurs de l'école pour l'encadrement scolaire des enfants marginalisés n'a pas encore démarré.

OUTPUT 4 D'ici à fin 2018, les acteurs du système éducatif dans 09 communes à faibles taux d'accès et d'achèvement et un quartier péri-urbain de Cotonou disposent de capacités accrues pour améliorer la fréquentation scolaire et la qualité des enseignements et apprentissages.

Analytical Statement of Progress:

Afin d'améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages, des modules de formation ont été élaborés pour mieux outiller les instituteurs et institutrices à la pratique de la classe et les aider à assurer leur formation continue. Ainsi, 27 membres du personnel d'encadrement et 320 responsables d'unités pédagogiques ont été formés, soit un total de 347 personnes, ce qui a permis de faire passer de 10% à 30% la proportion d'enseignants et de membres du corps de contrôle formés.

L'environnement physique des écoles appuyées a été amélioré grâce à la construction de 54 modules de 3 cabines de latrines séparées pour filles et garçons et des dispositifs de lave-mains dans 27 écoles des communes de Nikki, Gogounou, Sègbana et Aguégués, ce qui fait passer la proportion d'écoles disposant de latrines de 55% à 58%.

Les acquis du projet de formation des enseignants ex-communautaires reversés contractuels de l'Etat sont en cours de documentation, pour partager les connaissances et les bonnes pratiques issues de cette innovation avec l'ensemble du secteur de l'éducation, tant au niveau national qu'au-delà des frontières du pays.

Le modèle de participation des enfants et de prévention des violences en milieu scolaire est en train de se mettre en place. Une note conceptuelle, des outils et des modules de formation des acteurs ont été élaborés pour la mise en œuvre de l'approche « gouvernement des enfants ».

OUTPUT 5 D'ici à fin 2018, le gouvernement et les collectivités décentralisées disposent d'un modèle d'éducation alternative et des capacités accrues pour sa mise en œuvre en faveur des adolescents non scolarisés ou précocement déscolarisés de 10 à 17 ans.

Analytical Statement of Progress:

L'UNICEF joue un rôle stratégique dans le développement, pour le pays, d'un modèle d'éducation alternative ou école de deuxième chance, pour environ un demi-million d'enfants de 10 - 17ans non scolarisés ou déscolarisés.

En outre, 8 communes d'intervention sur 9 disposent d'un mécanisme de gestion/suivi des centres d'éducation non-formelle pour les adolescents hors de l'école. Les communes de Nikki et Kalalé dans le département du Borgou, sont prises en compte dans le cadre de la complémentarité avec la Coopération suisse.

Avec l'ouverture de 40 nouveaux centres PCA, le programme couvre actuellement 47 communes sur 77 qui totalisent 96 centres avec un effectif d'environ 9 061 apprenants dont la moitié est constituée de filles. La cible finale de 154 centres et le jalon de 106 ont été révisés à la baisse, en raison des coûts d'implantation plus élevés que prévu.

Dans le cadre de la mobilisation des ménages ayant des adolescents et adolescentes non scolarisés ou précocement déscolarisés, 138 points focaux Education et autres acteurs locaux du PCA ont été formés, ce qui porte à 58% la proportion d'acteurs formés.

La première promotion des apprenants a passé l'examen du Certificat d'Etudes Primaires (CEP) à la session de juin 2015. Sur les 249 candidats ayant effectivement composé, 195 ont été admis, soit un taux de réussite de 78,31% après 2 ou 3 ans de suivi du PCA. Ces résultats encourageants au CEP – le taux national est de 89,1% pour les enfants normalement scolarisés pendant les six ans du cycle primaire, confirment la qualité des enseignements et des apprentissages que les missions de suivi, les visites de terrain et observations de classes avaient permis de constater.

L'évaluation à mi-parcours du programme confirme la pertinence de l'expérience PCA et recommande sa poursuite et son extension. Elle a identifié des problèmes de déperdition liés aux diverses attentes d'un public très hétérogène, allant des enfants désireux de poursuivre leurs études, à des jeunes qui veulent s'installer à leur compte. Pour résoudre ces problèmes, l'évaluation préconise de définir un modèle de PCA à expérimenter et à stabiliser dans la phase pilote en vue de son intégration dans les stratégies nationales d'éducation au Bénin.

L'appropriation du PCA par les communes bénéficiaires a démarré avec la budgétisation des salaires des animateurs par les conseils communaux de Djougou depuis janvier 2014, suivi par ceux de Pobè, de Bohicon, de Kétou, de Banikoara, de Dangbo et de Malanville depuis janvier 2015. Neuf autres communes ont prévu d'inscrire les salaires des enseignants dans leur budget à partir de janvier 2016.

OUTCOME 3 D'ici à fin 2018, les enfants et les adolescents, notamment les plus vulnérables, évitent les comportements à risque, utilisent davantage les services de justice et de protection contre les violences et l'exploitation, et les communautés adoptent des pratiques conformes aux droits humains y compris en situation d'urgence.

Analytical Statement of Progress:

Au Bénin, la situation en matière de protection de l'enfant contre la violence et les abus demeure préoccupante. Malgré les efforts des différents acteurs pour améliorer et renforcer le système, l'environnement social et culturel reste dans une large mesure défavorable au bien-être de l'enfant. L'enquête MICS conduite en 2014 révèle l'ampleur de ces violences et abus. On note entre autres que le taux de mariage chez les filles de moins de 18 ans est de 31,7%, que le taux de travail des enfants de 5-17 est de 52,5% et que le taux de discipline violente est de 91,1%. Afin d'améliorer cette situation, depuis 2014, le système de protection de l'enfant au Bénin a connu des avancées majeures à travers l'adoption de la Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE) qui propose un cadre pluridisciplinaire d'ici 2025, pour prévenir et mettre fin à tous les actes de violence. En 2015, un Plan d'Action budgétisé a été validé par tous les acteurs, sous la conduite du Ministère de la Famille. Ce plan propose un cadre d'activités pluridisciplinaires pour la période 2016-2018. Les activités du Plan ont pour objectifs de définir les actions prioritaires et d'harmoniser les options stratégiques de mise en œuvre, pour prévenir et éradiquer les actes de violence contre les enfants.

En janvier 2015, l'environnement légal de la protection de l'enfant s'est amélioré avec le vote du Code de l'Enfant et sa promulgation par le Président de la République le 08 décembre 2015. Le Code prévoit des sanctions en cas d'infractions et crimes contre les enfants. En 2016, une stratégie de dissémination et popularisation du Code sera mise en œuvre par le Gouvernement avec le Réseau de Protection de l'Enfant (RESPED) et le Système des Nations Unies sous la coordination de l'UNICEF (Elaboration Décret d'application de loi, médiatisation et formation des acteurs de protection).

Dans le domaine de la Justice pour Mineurs (JpM), le gouvernement dispose depuis 2014 d'un Programme National de Développement du Secteur de la Justice (PNDSJ). Depuis lors, le système de protection sociale et judiciaire s'est doté en 2015 de 2 tribunaux adaptés et sensibles aux enfants. Cela a permis à 119 enfants détenus dont 10 filles en conflit avec la loi et 22 filles victimes de violence, de bénéficier de services adaptés aux enfants et de recevoir une assistance juridique et/ou judiciaire en conformité avec les normes et standards internationaux, grâce à un partenariat établi en 2015 avec l'Association des Femmes Avocates du Bénin (AFA). En ce qui concerne la durée moyenne de détention provisoire des enfants en conflit avec la loi, la tendance est à la baisse depuis 2013 (8 mois de durée moyenne). A fin 2014, elle est passée à 6 mois pour les filles et 4 mois pour les garçons. Elle a légèrement augmenté en 2015 avec 7 mois pour les garçons et 29 mois pour les filles. Le pourcentage des enfants ayant bénéficié de mesures alternatives à l'incarcération en 2014 et 2015 était respectivement de 36% et de 34% pour les filles. Le taux pour les garçons n'est disponible que pour 2015 et est de 40,33%. Pour ce qui concerne la réponse et la prise en charge des enfants victimes de violence et abus, depuis 2014, le Ministère de l'Intérieur a entamé un processus de renforcement et d'extension des services de l'Office Central de Protection des Mineurs (OCPM). En 2015, avec l'appui du Bureau International des Droits de l'Enfants et de l'UNICEF, l'Office s'est doté d'un cahier des charges des Officiers de Police Judiciaire et d'une trousse nationale de formation. Un plan d'extension des services de police adaptés aux enfants a également été élaboré. Cette extension sera pilotée dans 2 départements en 2016.

Dans le domaine de la prévention des violences et des abus, en 2015, le Ministère en charge de la Famille, s'est engagé à lutter contre le mariage des enfants, en ligne avec les directives de l'Union Africaine. Une série d'initiatives a été réalisée en 2015, notamment à travers l'organisation de 2 dialogues communautaires dans 8 communes prioritaires et l'organisation de 2 tables rondes par les Organisation de la société civile. Le résultat de ces dialogues viendra renforcer en 2016 l'organisation d'une rencontre nationale, pour valider le plan d'action pour l'élimination du mariage des enfants.

Pour garantir une meilleure gestion de la collecte des données, le Gouvernement est dans le processus depuis 2014, de renforcer et d'harmoniser les bases de données nationales. En 2015, le Ministère en charge de la Famille a démarré l'harmonisation des outils du Système d'Information de l'Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant. Le Ministère en charge de la Justice a renforcé le Système intégré de Production d'Analyse et de Gestion de Statistiques, pour renseigner les indicateurs de la justice pour mineurs, en élaborant son 1^{er} tableau de bord des indicateurs. Ces deux ministères ont bénéficié de l'appui technique et financier de l'UNICEF particulièrement en ce qui concerne le choix des indicateurs et les outils de collecte de données pour le Ministère de la Justice. Quant au Ministère de la Famille, les efforts visent à l'harmonisation des systèmes et des outils de rapportage de tous les partenaires clés de la protection.

OUTPUT 1 D'ici à fin 2018, les acteurs du système de protection tant aux niveaux national, déconcentré que décentralisé, ont des capacités accrues pour l'analyse des problèmes de

protection de l'enfant, la coordination, la mise en oeuvre équitable et le suivi des politiques et stratégies nationales

Analytical Statement of Progress:

Le gouvernement du Bénin a renforcé son système de protection de l'enfant en adoptant en Conseil des Ministres, le 10 octobre 2014, la Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE) qui définit une vision claire et intégrée pour la protection de l'enfant et prévoit l'existence d'un mécanisme national de coordination et de suivi des interventions. Ce document est le résultat d'un processus participatif qui a impliqué tous les acteurs-clés agissant dans la protection de l'enfant. Le processus s'est poursuivi en 2015 avec la validation du Plan d'Action budgétisé pour 2016-2018. Le Bénin a réussi également à améliorer le cadre légal de protection de l'enfant avec le vote du Code de l'Enfant par l'Assemblée Nationale et sa promulgation par le Chef de l'Etat en 2015, marque ainsi un tournant décisif dans la protection légale des enfants, permettant de disposer désormais d'un texte de loi qui favorise la protection intégrale et holistique de tous les enfants.

Enfin, le gouvernement vient d'achever le processus d'élaboration et de validation des rapports pays relatifs à la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant et de 2 premiers protocoles optionnels à la CDE. L'année 2015 a aussi connu la participation des acteurs de la société civile avec l'appui de l'UNICEF à la pré-session du Comité des Droits de l'Enfant à Genève. On note également l'élaboration du 1^{er} Tableau de bord d'indicateurs de la justice pour mineurs en 2015 en vue du renforcement du système d'informations sur les enfants en conflit et en contact avec la loi.

En outre, afin de disposer d'évidences sur les problématiques de la protection de l'enfant, plusieurs études ont été réalisées entre 2014 et 2015 sur les thématiques suivantes : les enfants impliqués dans la mendicité, les enfants handicapés, le dialogue avec les adolescents sur les comportements à risque, le diagnostic du Fonds d'Appui des Personnes Handicapées, et le diagnostic institutionnel du Centre d'Accueil et de Transit des enfants de l'Office Central de Protection des Mineurs. En 2015, d'autres études sur d'autres thématiques ont été lancées et sont en cours de réalisation, à savoir l'étude sur les enfants impliqués dans la prostitution, l'étude sur les connaissances, attitudes et pratiques (KAP) sur les violences faites aux enfants y compris le mariage des enfants et l'Analyse de Gaps des Assistants Sociaux. Les résultats permettront aux acteurs de développer des interventions et programmes spécifiques en cohérence avec le plan d'action issu de la PNPE.

OUTPUT 2 D'ici à fin 2018, les acteurs clés de protection de l'enfance de 7 communes et d'un quartier périurbain de Cotonou ont des capacités accrues pour offrir des services de justice et de protection conformes aux normes internationales

Analytical Statement of Progress:

Le gouvernement du Bénin a connu des avancées majeures dans l'offre des services de justice et de protection sociale, conformément aux normes internationales. 2 tribunaux sensibles et adaptés aux enfants au niveau des tribunaux de première instance de 2 juridictions ont été mis en place et un plan d'action pour leur opérationnalisation a été validé en 2015. Le processus s'est poursuivi avec la formation et le renforcement des capacités de 459 acteurs de la protection (assistants sociaux, officiers de police judiciaire, juges, usagers des marchés, familles hôtes). Ces acteurs ont continué à assurer la prise en charge d'enfants victimes et à risque.

Les Organisations non gouvernementales (Sœurs Salésiennes, Caritas, St Joseph à Parakou,

Don Bosco, Centre d'accueil et de transit des Enfants) ont pour leur part pris en charge, avec l'appui de l'UNICEF, 2 934 enfants victimes de traite, d'exploitation, de violence et d'abus (1 292 en 2014, et 1 642 - dont 1 376 filles - en 2015) sur les 6 000 planifiés d'ici 2018.

En 2015, l'Office Central de Protection des Mineurs a été doté de cahiers de charges et des procédures opérationnelles standards d'une police adaptée et sensible aux enfants. Ces outils serviront de base pour la formation des agents de police judiciaire des unités de police et de gendarmerie disposant de services de protection. L'Office prévoit d'étendre ses services dans 2 régions pilotes du Bénin. Le centre a été également appuyé en ressources humaines, matérielles et financières et a accueilli et pris en charge 585 enfants dont 356 filles et 229 garçons. Le plaidoyer de l'UNICEF et son accompagnement vont permettre d'identifier des stratégies opérationnelles et organisationnelles pour rendre le Centre fonctionnel avec une ligne budgétaire indépendante en 2016.

En 2015, un accord de partenariat a été signé avec l'Association des femmes Avocates du Bénin (AFA) pour le suivi légal des dossiers des enfants et pour favoriser leur accès à la justice. Ainsi, 22 filles victimes de violences sexuelles et 119 enfants détenus dont 10 filles en conflit avec la loi ont bénéficié des services adaptés aux enfants et de l'assistance juridique et / ou judiciaire.

OUTPUT 3 D'ici à fin 2018, les adolescents et adolescentes, les parents, les leaders religieux et traditionnels de 7 communes et d'un quartier périurbain de Cotonou, ont des capacités accrues pour éviter les comportements à risques, utiliser les services de protection et abandonner les normes et pratiques préjudiciables aux filles et garçons

Analytical Statement of Progress:

Le gouvernement du Bénin a réalisé des progrès depuis 2014 pour accroître les capacités des adolescents, parents, leaders religieux et traditionnels et leur permettre d'éviter les comportements à risques, d'utiliser les services de protection et d'abandonner les normes et pratiques préjudiciables aux enfants. En 2015, un cadre participatif a été établi avec les adolescents pour dialoguer et échanger sur les comportements « à risques » et les déterminants sociaux. Ce dialogue leur a permis d'identifier eux-mêmes lesdits comportements, de faire ressortir leurs perceptions et envisager des solutions appropriées. La méthodologie a intégré l'équité et le genre en prenant en compte les plus vulnérables, ainsi que les problématiques liées aux filles et aux garçons.

Par ailleurs, pour favoriser les échanges au niveau de la communauté, 16 dialogues participatifs ont été organisés sur le mariage des enfants dans les communes d'intervention, à l'issue desquels les parents y compris les femmes se sont engagés à travers l'élaboration de plans d'actions communaux. En outre, des journées de réflexions sur le mariage des enfants ont été initiées par la société civile et le Ministère en charge de la Famille au niveau national, avec les acteurs de la protection de l'enfant et des résolutions ont été prises dans le but d'abandonner le phénomène. Ces résultats entrent dans le cadre de l'engagement pris par l'Etat Béninois auprès de l'Union Africaine pour mener la campagne de lutte contre le mariage des enfants.

S'agissant de l'amélioration des conditions de vie des enfants dans les couvents, 40 leaders traditionnels et 340 chefs de couvents vaudou ont participé en 2015 à des mobilisations sociales sur les droits de l'enfant, à travers l'Association Nationale pour la Défense et le Renouveau du Culte Traditionnel. En 2014, un total de 1 065 enfants (dont 505 filles) ont été recensés dans 353 couvents. Par la suite, en 2015, un cadre de concertation des dignitaires et adeptes du vaudou a été mis en place pour réguler et assurer le suivi de l'initiation des enfants

et procéder à la mise à l'échelle des initiatives protectrices. Depuis 2014, 212 enfants adeptes (100 en 2014, 112 en 2015) ont été scolarisés et parmi eux, 50 enfants dont 29 filles sont réinsérés dans la formation professionnelle.

OUTPUT 4 D'ici à fin 2018, 7 communes, un quartier périurbain de Cotonou et leurs populations ont des capacités accrues pour mettre en place et utiliser les services d'état civil de proximité permettant aux enfants de 0 à 5 ans de disposer d'actes de naissance

Analytical Statement of Progress:

Le Bénin a connu des progrès dans le domaine de l'enregistrement des naissances, avec un accroissement du taux qui est passé de 80% à 84,8% entre 2011 et 2014.

En 2014, le plaidoyer de l'UNICEF et d'autres partenaires à l'endroit du Gouvernement a permis de définir les critères de mise en place des centres secondaires d'état civil afin d'encourager le retrait des actes de naissance qui constitue le grand défi dans ce secteur. Cela a résulté en 2015 en l'adoption d'un arrêté interministériel (Ministères de la Santé et de l'Intérieur) portant définition de la nature et des critères de choix des centres secondaires d'état civil au Bénin. Avec l'appui de l'UNICEF, des ateliers départementaux d'identification et de création desdits centres ont été organisés dans 5 départements, suivis de la mise en place de centres-pilotes dans 10 communes (Dangbo, Banikoara, Sègbana, Gogounou, Boukoubé, Zakpota, Bohicon, Klouékanmey, Comé et Zogbodomey), pour favoriser le retrait des actes de naissances, particulièrement dans les zones les plus inaccessibles du pays, prenant en compte l'approche équité.

Une tournée de sensibilisation avec les medias et l'Ambassadrice nationale de bonne volonté de l'UNICEF, Zeynab, a été organisée sur l'importance de l'enregistrement et du retrait dans les zones d'intervention du nord du Bénin. En outre, des campagnes de distribution gratuite d'actes de naissance ainsi que des audiences foraines ont été organisées dans 24 communes dont 7 d'intervention et 17 du PCA, au profit de 115 140 enfants (80 485 en 2014 et 34 655 en 2015) qui détiennent désormais un acte de naissance. Ce processus a favorisé le dénombrement, classement et archivage de 132 112 actes non retirés dont 68 093 ont été transcrits et signés par les officiers d'état civil en vue de la phase de distribution. L'analyse des goulots d'étranglement à l'enregistrement des naissances, selon l'approche de programmation axée sur l'équité (MoRES) a permis aux communes de disposer de plans d'action et de mécanismes de coordination impliquant 205 relais communautaires qui ont été formés sur le monitoring de l'enregistrement des naissances. La collecte des données statistiques relatives à l'enregistrement des naissances se poursuit dans 27 communes (20 anciennes communes d'intervention et les 7 nouvelles) et la Direction Générale de l'Etat Civil reçoit l'appui de l'UNICEF pour la mise en place d'un service de suivi-évaluation afin de passer à l'échelle. Enfin, 60 journalistes de 30 radios communautaires ont bénéficié d'une formation sur la promotion de l'enregistrement des naissances et le retrait d'actes.

OUTCOME 4 D'ici à fin 2018, les politiques et stratégies nationales de développement élaborées et mises en oeuvre ainsi que les structures de communication contribuent à la réduction des disparités et à l'amélioration des conditions de vie des enfants avec la participation des communautés y compris les adolescents et les jeunes

Analytical Statement of Progress:

Le Gouvernement du Bénin dans le cadre de la mise en oeuvre de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté III (SCRP 2011-2015) a maintenu ses efforts en matière de renforcement du capital humain via les interventions orientées vers i) la maîtrise de la

croissance démographique, (ii) la promotion de l'éducation de développement, (iii) l'amélioration de l'état de santé de la population, (iv) la création d'emplois décentés (v) la réduction des inégalités de genre et le renforcement de la protection sociale. En dépit des progrès réalisés, d'énormes défis perdurent quant à la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables dont les enfants.

Des efforts conséquents devront être accomplis pour la mise en œuvre effective des politiques sociales, s'agissant surtout de la répartition équitable des ressources à travers le pays et de la gestion améliorée des dépenses pour les secteurs sociaux afin de les rendre plus performants. La part du budget allouée aux secteurs sociaux (éducation, santé et développement social et culturel) (26,8% en 2015) reste en deçà de la cible annuelle projetée dans la SCRP III (38.3% en 2015) pour la deuxième année consécutive (29% en 2014 au lieu de 36%).

Dans le domaine de la protection sociale (PS), l'opérationnalisation de la Politique Holistique de Protection Sociale (PHPS) adoptée en février 2014 par le Gouvernement constitue le principal défi. En effet, le retard accusé pour l'adoption du décret portant création et fonctionnement du Conseil National de la Protection Sociale, organe de coordination nationale, a ralenti les efforts de construction d'un système national cohérent et inclusif de PS. Par ailleurs, le fait que la PS soit abordée au sein du Groupe sectoriel « Protection Sociale et Genre », cadre de concertation des partenaires, ne donne pas toute sa mesure à la PS. L'UNICEF- Bénin appuie la Primature dans la finalisation du plan d'action de la PHPS qui comprend un cadre de suivi et évaluation. L'absence d'un tel cadre de suivi-évaluation, le non-fonctionnement des structures de coordination et la forte dépendance par rapport aux financements extérieurs ralentissent l'expansion du socle de mesures de base.

Les avancées en matière de politique de décentralisation contribuent à l'amélioration des conditions de vie des enfants, grâce à la participation des communautés à la gestion et la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local. L'élaboration de manière participative des Plans de Développement Communaux (PDC) qui intègrent les besoins spécifiques des enfants et des femmes est déterminante pour la promesse de l'équité. Une approche partenariale entre l'UNICEF, la Coopération allemande et la Banque Mondiale a permis d'apporter un appui concerté au Gouvernement pour l'actualisation du Guide d'élaboration des PDC. Toutefois, il convient de noter que les progrès restent mitigés, avec seulement 3.84% du total des dépenses du budget de l'Etat transférés aux collectivités territoriales décentralisées et seuls 2% du budget des ministères sectoriels qui sont alloués aux services déconcentrés de l'Etat dans le projet de budget prévisionnel 2016. De facto, des défis énormes restent à relever pour les communes avant qu'elles ne soient en mesure de prendre en main l'amélioration des moyens d'existence de leurs populations.

Des données fiables désagrégées selon les différentes catégories de la population (sexe, géographie, etc.) sont indispensables pour la réalisation de l'équité et doivent permettre d'identifier les enfants les plus défavorisés. Elles contribuent essentiellement à développer des politiques publiques basées sur les évidences, mais aussi de suivre les progrès. Le Bénin à travers l'Institut National des Statistiques et de l'Analyse Economique (INSAE) a finalisé en 2015 la réalisation de 2 enquêtes ménages majeures, à savoir MICS 2014 et EMICOV 2014. Ces 2 enquêtes fournissent des bases de données riches qui faciliteront le suivi des engagements en faveur des populations marginalisées. Sur ce plan, l'étroite collaboration de l'UNICEF avec les institutions-clefs de production des données et son appui constant pour le renforcement des capacités ont contribué à l'amélioration sensible de la qualité des données.

Des évaluations de qualité constituent des « composantes » majeures dans la mise à

disposition de données fiables pour étayer la prise de décisions, la conception, la formulation et la mise en œuvre des politiques et des programmes et dans la réponse à la situation particulière des enfants et des femmes défavorisés et marginalisés. L'UNICEF Bénin a noué un partenariat stratégique avec la Primature en vue de renforcer le système national d'évaluation. L'appui au développement des capacités nationales a été consolidé à travers la coopération Sud-Sud, avec le Séminaire régional de l'évaluation organisé en 2015.

S'agissant des partenariats avec les structures de communication, les accords stratégiques signés ont été consolidés et sont pour la plupart opérationnels. La diffusion d'informations fiables sur les droits de l'enfant et la visibilité des interventions du Programme de Coopération y compris en situation d'urgence (prévention Ebola), ont été améliorées grâce aux partenariats avec les radios communautaires et médias nationaux et internationaux, Plan International Bénin et l'ambassade des USA au Bénin. Un Guide des médias, destiné à aider les professionnels des médias à faire des productions de qualité sur les enfants a été également élaboré et l'étude holistique sur les radios communautaires réalisée.

OUTPUT 1 D'ici à fin 2018, le Gouvernement et les communes d'intervention du Programme de Coopération ont des capacités accrues pour concevoir, budgétiser et mettre en œuvre des politiques et programmes sociaux équitables et durables

Analytical Statement of Progress:

Le Bureau a poursuivi ses interventions de renforcement des capacités du Gouvernement et des communes de convergence en matière de conception, de budgétisation et de mise en œuvre des politiques et programmes sociaux équitables et durables.

Une étude thématique sur la pauvreté et la privation de l'enfant a démarré en vue de permettre aux acteurs d'avoir une connaissance plus approfondie de la privation des enfants et surtout de mieux cibler les choix stratégiques à mettre en œuvre en leur faveur. Ceci portera à 2 (cible 2015) le nombre d'études thématiques prévues.

En matière de mise en œuvre des politiques équitables, le Bureau-Pays apporte son appui au Gouvernement pour l'opérationnalisation effective de la Politique Holistique de Protection Sociale (PHPS). L'élaboration d'un cadre de suivi-évaluation définissant les valeurs de référence et cibles des indicateurs de la PHPS a été entreprise. Par ailleurs, les acteurs de la protection sociale, notamment les Chefs de Centres de Promotion Sociale, formés sur le mécanisme unique d'identification des plus pauvres, ont contribué effectivement à la mise en œuvre du volet « filets sociaux » du Projet de Services Décentralisés Conduits par les Communautés (PSDCC). Cette formation se poursuivra en 2016. Dans le domaine de la budgétisation sociale, il a été entrepris l'élaboration d'un rapport annuel en vue de disposer d'informations sur la planification, la programmation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des dépenses publiques dans les secteurs sociaux. Ce rapport est un outil de plaidoyer pour l'amélioration de la pratique budgétaire en faveur des enfants. Par ailleurs, la cible de 70% d'acteurs formés (DPP et DRFM des secteurs sociaux, parlementaires) avait été atteinte en 2014 et il est prévu d'accentuer ces formations en 2016 en vue de contribuer à lever les goulots d'étranglement en matière de budgétisation.

En matière de décentralisation, le Bureau a poursuivi le renforcement de la prise en compte des droits de l'enfant dans les PDC. Deux communes ont été appuyées pour la revue ou l'actualisation de leur PDC. Il s'agit de la commune de Sô- Ava et de Za-Kpota. Les produits finaux sont disponibles. Ceci porte à 6 (cible attendue) le nombre de communes appuyées. Enfin, le Bureau en collaboration avec la Coopération allemande et la Banque Mondiale, a

apporté un appui au Gouvernement pour l'actualisation du Guide d'élaboration des PDC. Ce Guide est un outil mis à la disposition des autorités communales pour l'élaboration de PDC de qualité.

OUTPUT 2 D'ici à fin 2018, les acteurs nationaux et locaux des 6 communes et du quartier péri-urbain de convergence disposent de données désagrégées sur l'enfant et ont des capacités accrues pour les utiliser afin de suivre et évaluer les politiques et programmes sociaux

Analytical Statement of Progress:

L'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) a, avec l'appui de l'UNICEF (Bureau-Pays, Bureau régional et Siège), produit les principaux résultats de la 1ère édition du MICS réalisé en 2014. Ces résultats qui ont été utilisés dans le cadre du rapportage sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), contribuent à la mise à jour de la situation des enfants et des femmes au Bénin et fournissent les données de référence pour les indicateurs des Objectifs du développement Durable (ODD). Le rapport détaillé de cette enquête est actuellement en cours de finalisation. Le Bureau a également appuyé l'INSAE dans la réalisation de l'Enquête Modulo Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages (EMICoV) dont le traitement des données est en cours de finalisation.

Le Bureau a également poursuivi le renforcement des mécanismes de planification et de suivi des quatre communes de convergence de l'Alibori en les aidant à disposer de Plans de travail annuels (PTA) et d'informations descriptives et analytiques sur la mise en œuvre de ces PTA. En outre, de ces communes a été appuyée pour se doter d'un Tableau de Bord Social (TBS) qui a permis d'alimenter la base de données développée avec la technologie DevInfo. Ceci facilite l'accès des acteurs locaux et des partenaires intervenant dans lesdites communes à une information disponible en temps réel. En outre, 24% des acteurs locaux ont été formés sur l'utilisation des données. La mise en place d'un mécanisme de mise à jour systématique des bases de données et l'utilisation effective des riches informations disponibles constitueront les défis à relever par la suite.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la fonction évaluative, le Bureau appuie le Gouvernement dans l'élaboration d'un guide méthodologique d'évaluation. Cet appui s'est étendu à l'organisation d'un séminaire régional sur l'évaluation des politiques publiques qui a permis de sensibiliser les différents acteurs de développement à la prise en compte des dimensions équité, genre et droits humains dans l'évaluation des politiques publiques.

Conformément au Manuel PPP, le Bureau a développé le Plan Intégré de Suivi, Evaluation et Recherche (PISER) 2015, à partir du PISER quinquennal élaboré pour suivre le Programme de Coopération.

OUTPUT 3 Appui à la Composante de Programme

Analytical Statement of Progress:

Quatre accords signés avec les médias sont opérationnels, ainsi qu'un accord avec l'Institut Supérieur des Métiers de l'Audiovisuel (ISMA). La Nation, l'ORTB, Canal 3 et Radio Tokpa ont régulièrement contribué à la production et à la diffusion d'informations sur les droits des enfants - santé, éducation, protection- ainsi que sur les journées internationales, les missions de terrain et les événements spéciaux. Les médias partenaires ont couvert plus de 20 événements impliquant l'UNICEF et sa Représentante au Bénin. Le Bureau a régulièrement organisé des briefings pour informer les médias sur les événements majeurs de promotion des droits de l'enfant. Fort de ces bonnes relations, l'UNICEF a bénéficié d'un grand soutien des médias sur

de nombreuses activités, notamment les couvertures de la Journée de l'Enfant Africain et de l'anniversaire de la Convention relative aux droits de l'Enfant ainsi que la réalisation de films spécifiques, par exemple sur la fin de la défécation à l'air libre. Avec l'ISMA, l'UNICEF a organisé une cérémonie/débat à l'occasion de l'anniversaire de la CDE et la remise de prix aux deux meilleurs films sur les droits des enfants réalisés par des élèves de l'ISMA. C'est encore dans les studios de l'ISMA que le spot sur l'enregistrement des naissances a été tourné avec l'Ambassadrice nationale de l'UNICEF, Zeynab Abib.

En ce qui concerne les radios communautaires, celles-ci ont bénéficié d'un appui en matériel et de formations. Des professionnels de 44 radios sont formés à la prévention et la réponse au virus Ebola.

Un nouveau partenariat a été signé avec Plan International Bénin pour continuer la diffusion de spots et programmes de prévention du virus Ebola et un nouveau spot TV a été réalisé avec l'appui de l'Ambassade des USA. Concernant le Guide des médias destiné à aider les professionnels des médias à faire des productions de qualité sur les enfants, le document a été validé par les partenaires impliqués et la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication. De même, s'agissant de la réalisation de l'étude holistique, le rapport provisoire est disponible.

Le Bureau Pays a développé son travail sur les médias sociaux en créant des plateformes Twitter et Soundcloud, et en renforçant le contenu des profils Youtube (21 vidéos) et Facebook Bénin (13724 en 2014 à 27486 fans en 2015). La campagne globale UNICEF #PourUnMondeJuste a été relayée le jour anniversaire de la CDE avec les étudiants de l'ISMA autour d'un débat sur l'équité.

OUTCOME 5 The identity, direction and well-being of UNICEF and staff are managed efficiently and effectively to enable the achievement of results for children in the country.

Analytical Statement of Progress:

Sur la base des priorités au niveau mondial, au niveau des régions de l'Afrique Centrale et de l'Ouest et tenant compte du contexte national actuel, six priorités du Bureau ont été définies de manière participative pour l'année 2015 dont trois de Gestion qui se déclinent comme suit : mise en œuvre de HACT; mise en œuvre du Business Operations Strategy (BOS); mobilisation de ressources. Les priorités de gestion ont enregistré un taux de réalisation de 87% en 2015.

Le niveau de conformité du Bureau en matière de sécurité (MOSS) a été évalué à 95% en novembre 2015, lors de la visite au Bénin du Chef régional de sécurité.

Le Plan des Approvisionnements du Bureau s'élevait à 3,061,969.45 dollars US et celui des services à 1, 337,340.56 dollars US, soit un total de 4,399,310.01 dollars US. La réalisation du plan Supply se chiffre globalement à 92%. Afin d'assurer la réussite de la mise en œuvre du plan, l'unité des approvisionnements a organisé courant février et mars des rencontres avec chaque section, pour s'assurer d'une compréhension mutuelle des spécifications techniques des approvisionnements ainsi que du détail des zones de distribution.

L'accord tripartite entre l'UNICEF, le Ministère de la Santé et la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels (CAME) a été revu et un contrat signé directement avec la centrale, portant sur la réception, le stockage, la gestion et la distribution des produits de santé. Le document du BCP y compris l'arbre de communication a été revu à plusieurs reprises en 2015, pour une meilleure prise en charge des arrivées du personnel international et national

dans le Bureau. Un test BCP a été organisé le 13 Novembre avec la participation du personnel du bureau du Togo qui est notre backup et du Spécialiste régional en Gestion des changements. Par ailleurs, le Bureau local du PNUD ayant sollicité l'UNICEF comme backup a relocalisé une équipe vers le bureau de l'UNICEF Cotonou, suite à une situation de crise intervenue dans la même journée.

OUTPUT 1 Governance and Systems

Analytical Statement of Progress:

Le budget BMA s'est élevé à 184 988 dollars. Le taux d'exécution est chiffré à 100%. A l'instar des autres années, la revue de gestion a eu lieu les 28 et 29 Janvier 2015. Les objectifs étaient les suivants : apprécier les résultats de la mise en œuvre des priorités de l'année 2014 ; définir les priorités pour l'année 2015 et les tâches y afférentes ; échanger sur le Plan Intégré de Suivi-Evaluation (PISE), les résultats des spots-check et les visites programmatiques effectuées dans le cadre de la HACT et la performance du Bureau à divers niveaux ; et examiner les propositions d'amélioration pour 2015. En février, le bureau s'est investi dans l'élaboration du plan annuel de gestion pour fin Mars comprenant les comités statutaires et leurs termes de référence, les mécanismes et responsabilités pour la collaboration inter-agences, le plan de formation, la table d'autorité, le cadre d'orientation stratégique des revues de la performance du Bureau, le plan intégré de suivi-évaluation, l'organigramme. Une mention spéciale a été accordée à la révision complète du répertoire des risques élaboré en 2011 sur la base des 12 domaines de risque retenus.

Au total, six réunions formelles des Opérations ont été tenues. Il faut noter que l'équipe des Opérations a eu à se réunir à plusieurs reprises en raison de l'audit du Bureau qui s'est étalé de mars à fin avril 2015. Celles-ci ont permis de faire le suivi de la mise en œuvre des priorités de gestion, des indicateurs des Opérations, de la clôture de fin d'année. Des réunions de chefs d'unités des Opérations ont également eu lieu pour le suivi des activités hebdomadaires telles que le suivi du plan Supply, des recrutements, des contrats, et des différents rapports.

OUTPUT 2 Financial Resources and Stewardship

Analytical Statement of Progress:

Dans le cadre de la mise en œuvre de HACT, le Bureau a établi un plan d'action comprenant deux formations des partenaires et du personnel dont une réalisée conjointement avec les agences du SNU, une macro évaluation des activités d'assurance prévues pour l'année. Globalement, les formations ont eu lieu respectivement à Cotonou et à Parakou, réunissant un nombre total de 200 participants. Enfin, 45 vérifications ponctuelles ont été faites auprès des partenaires à risque. Un guide d'orientation des partenaires de mise en œuvre est en cours d'élaboration. Une macro évaluation a été organisée par le SNU, menée par un cabinet de consultation dont le rapport final est disponible.

Tous les rapprochements bancaires des douze mois de l'année ont été effectués dans les délais. Les différences notées entre le relevé bancaire et les écritures passées par le Bureau ont été mensuellement régularisées.

Un travail important de nettoyage des comptes personnels du staff (PAR) est en train d'être mené par les Finances en collaboration avec l'administration. Le Bureau a échangé avec DFAM et les actions à prendre à différents niveaux ont été établies.

La liquidation des claims s'est poursuivie au fil de l'année entre les unités Administration et Finances. Concernant les TA non liquidés des années précédentes qui ne pouvaient pas être

nettoyés par notre bureau, une situation a été partagée avec DFAM NY pour leur éclairage quant à la liquidation dans VISION des PAR, receivable, et account payable.

OUTPUT 3 Human Capacity

Analytical Statement of Progress:

Les PER 2014 signés par les deux parties avant fin mars 2015 représentaient 79 % de la totalité des PER du personnel.

En ce qui concerne les PAS 2015, 47 membres du staff y compris les internationaux ont eu à tenir leur discussion intermédiaire avec leur superviseur. A la date du 30 novembre 2015, on note que 50 staff ont mené la discussion sur leur PAS avec leurs superviseurs, soit un taux de soumission de 70 % pour les PAS 2015.

Le plan de formation du bureau a été élaboré en mars 2015 et inséré dans le plan annuel de gestion. 90% des formations planifiées ont été effectuées, soit toutes les formations individuelles exceptée une. Seule la formation de groupe n'a pas été réalisée, faute de réception à temps du matériel de formation. Elle est reportée à l'année 2016.

Au 31 mars 2015, aucun staff du bureau n'a accumulé plus de 60 jours ouvrables de congé. En outre, les postes vacants de plus de trois mois au 3 décembre 2015 sont au nombre de 3. Il s'agit des NOC Spécialiste Suivi-Evaluation /Santé, NOC spécialiste VIH/Sida et NOB Administrateur en Protection de l'enfant. Les deux premiers du fait de l'incapacité du bureau à trouver le personnel adéquat ; le troisième en raison de l'absence de financement ORR.

OUTPUT 4 Governance and Systems BMA

Analytical Statement of Progress:

Le budget BMA s'est élevé à 184 988 dollars. Le taux d'exécution est chiffré à 100%. A l'instar des autres années, la revue de gestion a eu lieu les 28 et 29 Janvier 2015. L'objectif était d'apprécier les résultats de la mise en œuvre des priorités de l'année 2014, de définir les priorités pour l'année 2015 et les tâches y afférentes, d'échanger sur le Plan Intégré de Suivi-Evaluation (PISE), les résultats des spots-check et les visites programmatiques effectuées dans le cadre de la HACT et la performance du Bureau à divers niveaux et examiner les propositions d'amélioration pour 2015. En février, le Bureau s'est investi dans l'élaboration du plan annuel de gestion pour fin mars comprenant les comités statutaires et leurs termes de référence, les mécanismes et responsabilités pour la collaboration inter-agences, le plan de formation, la table d'autorité, le cadre d'orientation stratégique des revues de la performance du Bureau, le plan intégré de suivi-évaluation, l'organigramme. Une mention spéciale a été accordée à la révision complète du répertoire des risques élaboré en 2011 sur la base des 12 domaines de risque retenus.

Au total, six réunions formelles des Opérations ont été tenues. Il est à noter que l'équipe des Opérations a eu à se réunir à plusieurs reprises en raison de l'audit du bureau qui s'est étalé de mars à fin avril 2015. Celles-ci ont permis de faire le suivi de la mise en œuvre des priorités de gestion, des indicateurs des Opérations, de la clôture de fin d'année. Des réunions de chefs d'unités des Opérations ont également eu lieu pour le suivi des activités hebdomadaires des telles que le suivi du plan Supply, des recrutements, des contrats et des différents rapports.

OUTCOME 6 Cross Sectoral

Analytical Statement of Progress:

Dans le plan d'action HACT 2015, le Bureau a prévu des activités d'assurance au niveau des spots checks et des visites programmatiques pour lesquelles il y a eu respectivement 45 spot checks et 40 visites au 30 novembre 2015.

L'équipe de sécurité du bureau a recommandé une série d'actions allant dans le sens de l'amélioration de niveau de sécurité au Bureau de zone de Parakou. Les travaux ont porté sur ; l'ouverture d'une porte de secours entre UNICEF et UNFPA pour faciliter l'évacuation de part et d'autres en cas d'urgence ; la surélévation du mur de clôture ; l'installation de lampes d'éclairage, le renforcement des grilles de protection de la salle de conférence, la pose de concertina. Tout ceci a concouru à amener le niveau de conformité de sécurité à 85%.

Le Plan des Approvisionnements pour les équipements ICT a été mis en œuvre à hauteur de 92%. Un certain nombre de commandes ont été placées en fin d'année, après le test BCP et la visite du Spécialiste régional pour le BCP en novembre.

OUTPUT 1 Governance and Systems

Analytical Statement of Progress:

Le budget YP/RR s'est élevé à 1 692 046 dollars. Le taux d'exécution du budget est chiffré à 99.57%. Le budget YP a supporté pour une large mesure les salaires du L3 spécialiste C4D, et de 6 staff locaux NOC à GS6. Il comprend aussi les budgets du Bureau de zone de Parakou pour environ 100 000 dollars, les besoins administratifs du Bureau pour 400 000 dollars (contrats, équipements), les contrats et approvisionnements pour ICT pour 170 000 dollars, la contribution du Bureau aux activités inter-agence telles que sécurité, dispensaire, coordination pour environ 130 000 dollars et enfin les besoins de la section Relations extérieures et communications pour 90 000 dollars.

La Retraite 2015 du personnel s'est tenue à Ouidah du 11 au 13 mai avec pour objectifs l'évaluation des formations sur le Leadership Transformationnel, la discussion sur les résultats de l'enquête globale sur le moral du staff et l'amélioration de la collaboration interne. Sept recommandations issues de la retraite ont fait l'objet d'un plan d'action actuellement mis en œuvre.

La durée moyenne de stockage des articles à la CAME est d'un mois. Il s'agit surtout de comprimés d'Aquatabs, d'Amoxicilline, de sachets de Plumpynuts, et de vitamines (Rétinol), de comprimés d'Albendazol/Mebendazole, de registres de visite, suivi et prise en charge, de balances et boîtes à images.

Au cours de l'année 2015, la mise en œuvre du BOS a porté sur les services communs relatifs à la mise en place de 10 LTA par l'OMT dans les domaines de la maintenance des véhicules, des agences de voyages, des services traiteurs/restauration et du transit. De plus, la mise en œuvre de HACT avec le PNUD, UNFPA et l'UNICEF a abouti à l'élaboration de la macro évaluation, la formation conjointe des partenaires et la rédaction du draft d'un guide HACT.

OUTPUT 2 Financial Resources and Stewardship

Analytical Statement of Progress:

Dans le cadre de la mise en œuvre de HACT, le Bureau a établi un plan d'action comprenant deux formations des partenaires et du staff dont une réalisée conjointement avec les agences du SNU, une macro évaluation, et des activités d'assurance prévues pour l'année.

Globalement, les formations ont eu lieu respectivement à Cotonou et à Parakou, réunissant un nombre total de 200 participants. Enfin, 45 vérifications ponctuelles ont été menées auprès des partenaires à risque. Un guide d'orientation des partenaires de mise en œuvre est en cours d'élaboration. Une macro évaluation a été organisée par le SNU, conduite par un cabinet de consultation dont le rapport final est disponible.

Tous les rapprochements bancaires des douze mois de l'année ont été effectués dans les délais. Les différences notées entre le relevé bancaire et les écritures passées par le Bureau ont été mensuellement régularisées et le nettoyage de la situation a été fait dans VISION.

Un travail important de nettoyage des comptes personnels du staff (PAR) est en train d'être mené par les finances, en collaboration avec l'administration. Cela a permis de déterminer les corrections à faire. Le Bureau a échangé avec DFAM et les actions à prendre aux différents niveaux ont été établies.

La liquidation des claims s'est poursuivie au fil de l'année entre les unités Administration et Finances. De nombreuses transactions (dont des TA) des années 2012-2015 restées ouvertes dans le système ont été clôturées grâce au soutien de DFAM NY.

OUTPUT 3 Human Capacity

Analytical Statement of Progress:

Les PER 2014 signés par les deux parties avant fin Mars 2015 représentaient 79 % de la totalité des PER du personnel.

En ce qui concerne les PAS 2015, 47 staff y compris les internationaux ont eu à faire mener leur discussion intermédiaire avec leur superviseur. A la date du 30 novembre 2015, on note que 50 staff ont tenu la discussion sur leur PAS avec leur superviseur, soit un taux de soumission de 70 % pour les PAS 2015.

Le plan de formation du Bureau a été élaboré en mars 2015 et inséré dans le plan annuel de gestion. 90% des formations planifiées ont été effectuée, soit toutes les formations individuelles exceptée une. Seule la formation de groupe n'a pas été réalisée pour faute de réception à temps du matériel de formation. Elle est reportée à l'année 2016.

Au 31 mars 2015, aucun staff du bureau n'a accumulé plus de 60 jours ouvrables de congé.

Les postes vacants de plus de trois mois au 3 décembre 2015 sont au nombre de 3. Il s'agit des NOC Spécialiste Suivi-Evaluation /Santé, NOC spécialiste VIH/Sida et NOB Administrateur en Protection de l'enfant.

Evaluation and Research

Title	Sequence Number	Type of Report
Diagnostic Institutionnel et Organisationnel de FARIPH	2015/008	Study
Contrôle de durabilité des résultats intermédiaires du Programme WASH de L'UNICEF et la mise en œuvre du Pacte de Durabilité signé par le Gouvernement du Bénin et l'UNICEF	2015/007	Study
Diagnostic institutionnel du Centre d'Accueil et de Transit des Enfants (CATE) de l'Office Central de Protection des Mineurs (OCPM)	2015/006	Study
Etat des lieux sur la situation des enfants impliqués dans la mendicité dans les villes de Cotonou, Malanville et Parakou	2015/005	Study
Etat des lieux de la situation ses enfants handicapés dans des communes de Gogounou, Karimama, Malanville, Segbana, So-Ava Et Zakpota	2015/004	Study
Evaluation de la situation nutritionnelle et de la mortalité dans le département de l'Atacora	2015/003	Survey
Revue externe du système de vaccination au Bénin en 2014	2015/002	Review
Evaluation à Mi - Parcours du Programme de Cours Accélérés (PCA) au Bénin	2015/001	Evaluation

Lessons Learned

Document Type/Category	Title
Innovation	MICS5 Benin